



**Convention internationale
sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination raciale**

Distr.
GÉNÉRALE

CERD/C/409/Add.3
1^{er} octobre 2002

FRANÇAIS
Original: ESPAGNOL

COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION
DE LA DISCRIMINATION RACIALE

**EXAMEN DES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES
CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION**

Seizième rapport périodique des États parties devant être présenté en 2001

Additif

BOLIVIE*

[18 février 2002]

* Le présent document contient, en un seul document, les treizième, quatorzième, quinzième et seizième rapports périodiques de la Bolivie, qui étaient à présenter le 22 octobre 1995, 1997, 1999 et 2001 respectivement. Pour les huitième, neuvième, dixième, onzième et douzième rapports périodiques de la Bolivie, contenus en un seul document, et les comptes rendus analytiques des séances au cours desquelles le Comité a examiné lesdits rapports, voir les documents CERD/C/281/Add.1 et CERD/C/SR.1157 et 1160.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. GÉNÉRALITÉS	1 – 26	3
II. INFORMATIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DES ARTICLES 1 À 7 DE LA CONVENTION.....	27 – 367	5
Article premier	27 – 46	5
Article 2	47 – 52	10
Article 3	53 – 54	11
Article 4	55 – 58	12
Article 5	59 – 329	13
Article 6	330 – 334	53
Article 7	335 – 367	53

I. GÉNÉRALITÉS

A. Le pays et sa population

1. La Bolivie est située au centre du continent sud-américain. Elle est limitée au nord et à l'est par le Brésil, au sud par l'Argentine, à l'ouest par le Pérou, au sud-est par le Paraguay et au sud-ouest par le Chili. Son territoire couvre une superficie de 1 098 581 kilomètres carrés [Institut national de la statistique 1999, (INE 99)].
2. On peut distinguer trois zones géographiques principales: la zone andine, qui couvre 28 % du territoire national, la zone sous-andine, intermédiaire entre les hauts plateaux et les plaines orientales, qui couvre 13 % du territoire et la zone de plaine, qui occupe 59 % de la superficie totale (INE 99).
3. La Bolivie compte 8 137 113 habitants (50,2 % de femmes et 40,8 % d'hommes) dont 58 % vivent en zone rurale et 42 % en zone urbaine (INE 99). La population autochtone, composée de 36 peuples différents, représente environ 61,99 % de la population totale du pays et la majorité absolue de la population des zones rurales (recensement national de 1992).
4. La langue officielle est l'espagnol, mais le quechua et l'aymara dominant dans toute la région des Andes, tandis que le tupi guaraní est la langue la plus couramment parlée dans les plaines orientales.
5. Aux termes de l'article 3 de la Constitution politique, l'État reconnaît et soutient la religion catholique, mais garantit l'exercice public de toutes les autres religions.

B. Structure politique générale

6. La République de Bolivie, libre, indépendante et souveraine, est née le 6 août 1825. Elle forme un État unitaire doté d'un système démocratique représentatif. La première Constitution politique de l'État a été promulguée le 19 novembre 1826.
7. L'histoire constitutionnelle bolivienne a également été marquée par l'adoption de la Constitution de 1938 qui prévoit des régimes spécifiques notamment dans les domaines familial (mariage, famille et maternité), culturel (éducation et autonomie des universités publiques) et social (travail, sécurité sociale). Elle introduit par ailleurs le recours en *habeas corpus* qui permet à toute personne qui estime être indûment ou illégalement poursuivie, détenue, jugée ou incarcérée de saisir la justice.
8. La Constitution de 1967 est également importante en ce sens qu'elle introduit le recours en *amparo* contre toute action illégale ou omission indue commise par des fonctionnaires ou de particuliers ayant pour effet, ou menaçant de porter atteinte aux droits et garanties de la personne reconnus par la Constitution et la loi. Le recours en *amparo* est plus vaste que le recours en *habeas corpus* car il protège tous les droits reconnus par la Constitution et les lois en vigueur.
9. Enfin, la Constitution actuelle adoptée le 6 février 1995, est fondée sur le principe d'une république unitaire, établit un système de démocratie représentative et garantit la souveraineté du peuple exercée par les trois pouvoirs classiques: le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.

10. Le pouvoir législatif repose sur un système bicaméral composé d'une chambre des députés (130 membres) et d'un sénat (27 membres). L'organisation constitutionnelle de l'État bolivien prévoit la fonction de Défenseur du peuple qui, aux termes de la loi n° 1818, est un haut représentant du Congrès national.

11. Le pouvoir exécutif se compose du Président de la République et des ministres. Le fonctionnement de cet important organe est régi par la loi n° 1788 relative à l'organisation du pouvoir exécutif et par les décrets réglementaires suprêmes n^{os} 24855 et 25055.

12. Aux termes de la Constitution de 1995, le pouvoir judiciaire se compose de la Cour suprême de justice, des cours supérieures de district, des tribunaux spécialisés, du Conseil de la magistrature et du Tribunal constitutionnel.

13. Par ailleurs, les mairies ont également un pouvoir d'administration. Chaque mairie est dirigée par un maire assisté d'un conseil municipal. La nouvelle loi relative à la participation populaire prévoit également l'existence d'un conseil de surveillance.

C. Caractéristiques économiques, sociales et culturelles

14. Le produit national brut (PNB) de la Bolivie est de 8 milliards 568 millions de dollars des États-Unis, soit un revenu par habitant de 1 078 dollars. En 1998, le taux d'inflation était de 4,39 %, le solde de la balance commerciale s'élevait à 295,87 millions de dollars (INE 99) et la dette extérieure était de 4 384,50 millions de dollars. Le taux de chômage dans les grandes villes est de 10,01 % (INE 97) et le taux d'analphabétisme de 13,76 % (INE 98).

D. Autorités judiciaires, administratives et autres organes compétents en matière de droits de l'homme

15. Le Défenseur du peuple est chargé par la Constitution de veiller à la défense, à la promotion et à la diffusion des droits de l'homme.

16. Le ministère public est chargé de promouvoir l'action de la justice, ainsi que de faire respecter la loi et les intérêts de l'État et de la société.

17. Les personnes accusées d'une infraction et qui n'ont pas les moyens d'engager un avocat pour assurer la défense de leurs droits peuvent faire appel à l'assistance judiciaire et être défendues par un avocat commis d'office.

18. Les cas de violation des droits sont portés devant les tribunaux, l'État étant tenu d'examiner, de sanctionner et de réparer toute violation des droits de l'homme, conformément aux traités signés et ratifiés par la Bolivie.

19. La Commission des droits de l'homme de la Chambre des députés reçoit les plaintes pour violation des droits de l'homme. L'Assemblée permanente des droits de l'homme de Bolivie joue un rôle important.

20. Le Ministère de la justice et des droits de l'homme dispose, dans des régions sensibles de Cochabamba et, plus précisément, dans la localité de Chimoré, un bureau des droits de l'homme composé d'un avocat, d'un médecin, d'un assistant juridique et d'un chauffeur.

21. Ledit ministère accorde la priorité aux populations autochtones et originaires et par le biais de trois bureaux des droits de l'homme créés récemment grâce à l'aide du Gouvernement suisse, par l'intermédiaire de l'Agence de coopération pour le développement à Challapata, dans la province d'Avaroa (département d'Oruro), à Monteagudo, dans la province de Hernando Siles (département de Chuquisaca) et à Riberalta, dans la province de Vaca Diez (département de Beni) avec pour objectif principal la promotion, la diffusion et la défense des droits de l'homme.

22. Les responsables de ces bureaux accordent une importance particulière à la promotion et à la diffusion des conventions et traités relatifs aux droits de l'homme. Ils reçoivent également les plaintes pour violation de ces droits, puis les transmettent aux autorités compétentes du ministère public, aux autorités judiciaires et, si nécessaire, à la Commission des droits de l'homme de la Chambre des députés.

23. L'action des trois bureaux de défense des droits de l'homme susmentionnés s'adresse en priorité aux groupes les plus vulnérables de la population, à savoir les femmes, les enfants et les personnes âgées. Elle permettra par ailleurs de favoriser le règlement amiable des différends.

24. Le personnel de ces bureaux comprend un avocat qui traite les questions juridiques et un médecin qui note les dommages corporels en cas de violation de l'intégrité de la personne et qui mène parallèlement des activités de protection du droit de la population à la santé, assumant ainsi le rôle de médecin de famille.

25. Le Ministère de la justice et des droits de l'homme exécute depuis juin 1999 un projet global et pluridisciplinaire de «promotion et défense des droits de l'homme» avec l'aide technique et financière du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

E. Recours ouverts à toute personne qui prétend avoir subi une violation des droits de l'homme et systèmes d'indemnisation des victimes

26. Les moyens que peut utiliser une personne qui estime que ses droits fondamentaux ont été violés sont les suivants:

- a) Le recours en *amparo* constitutionnel et en *habeas corpus*;
- b) Le dépôt d'une plainte auprès du Défenseur du peuple;
- c) Le dépôt d'une plainte auprès des tribunaux. Dans ce cas, toute action au pénal est complétée d'une action au civil afin d'obtenir réparation des dommages subis.

II. INFORMATIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DES ARTICLES 1 À 7 DE LA CONVENTION

Article premier

27. L'État bolivien a approuvé et ratifié par le décret suprême n° 009345 du 13 août 1970 constitué d'un seul article, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, signée le 7 juin 1996. Le 14 mai 1999, par la loi n° 1978, il a élevé ce décret au rang de loi.

28. Aux termes de l'article premier de la Constitution de 1995, la Bolivie est un pays libre, indépendant, souverain, multiethnique et pluriculturel.

29. L'article 5 contient la disposition suivante: «Aucune forme de servitude n'est reconnue et nul ne peut être astreint à fournir un travail sans son plein consentement et sans une juste rémunération. La prestation de services ne peut être exigée d'une personne que si la loi le prévoit.».

30. Ce principe constitutionnel est conforme aux articles 32 et 35 de la Constitution, ainsi libellés: «Nul ne peut être obligé de faire ce que la Constitution ou les lois n'exigent pas, ou être empêché de faire ce qu'elles n'interdisent pas» et «Les déclarations, droits et garanties proclamés dans la Constitution s'entendent sans préjudice des autres droits et garanties émanant de la souveraineté du peuple et de la république».

31. L'article 6 est libellé comme suit: «Tout être humain a la personnalité et la capacité juridiques conformément à la loi. Il jouit des droits, libertés et garanties reconnus par la Constitution, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine, de condition économique ou sociale ou de toute autre situation. La dignité et la liberté de la personne sont inviolables. L'État a pour devoir primordial de les respecter et de les protéger.».

32. La Bolivie a ratifié la Convention américaine relative aux droits de l'homme (Pacte de San José de Costa Rica) par la loi du 11 février 1993, reconnaissant ainsi explicitement le droit de chacun à la personnalité juridique. Elle a interdit «toute propagande en faveur de la guerre, tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse, qui constitue des incitations à la violence, ainsi que toute autre action illégale analogue contre toute personne ou tout groupe de personnes, déterminés, fondée sur des considérations de race, de couleur, de religion, de langue d'origine nationale ou sur tous autres motifs».

33. Par le décret suprême n° 18950 du 17 mai 1982, élevé au rang de loi par la loi n° 2119 du 11 septembre 2000, la Bolivie a adhéré au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui dispose notamment que: «tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi».

34. En septembre 2001 aura lieu le recensement national de la population et du logement, sous la direction de l'Institut national de statistique. Dans la fiche de recensement jointe figurent les questions suivantes: «Quelle est la première langue que vous ayez apprise dans votre enfance? Vous considérez-vous comme appartenant à l'un des peuples originaires ou autochtones suivants: quechua, aymara, guarani, mojeño, ou autre?». Les réponses obtenues permettront de cerner les problèmes et de trouver des solutions adaptées aux besoins des peuples originaires.

35. Le cadre juridique de la lutte contre la discrimination raciale est constitué par les textes suivants: la Constitution, le Code de procédure pénale, la loi sur la participation populaire, le Code pénal, la loi électorale, la loi n° 1715 sur le Service national de réforme agraire, la loi sur la réforme de l'éducation, la loi sur le Défenseur du peuple, la loi sur la violence domestique ou familiale, la loi sur les hydrocarbures, la loi sur les forêts, le code des mines, la loi générale sur les concessions de travaux publics de transports, la loi sur les municipalités, la loi portant modification du service de distribution d'eau potable et d'assainissement, la loi sur l'arbitrage et

la conciliation et la loi relative aux droits et privilèges des personnes âgées et à l'assurance-vieillesse gratuite.

36. Les traités et conventions internationaux pertinents sont les suivants: la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, la Convention sur les droits politiques de la femme, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la Convention relative au statut des réfugiés, le Protocole relatif au statut des réfugiés.

37. Les instruments régionaux sont les suivants: la Convention américaine relative aux droits de l'homme, ou Pacte de San José de Costa Rica, la Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme, ou Convention de Belém do Para, la Convention interaméricaine sur la concession des droits civils à la femme.

38. La Bolivie a ratifié la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants.

39. L'article premier de la Constitution dispose que la Bolivie est un pays libre, indépendant, souverain, multiethnique et pluriculturel constitué en République unitaire, soumis à une administration démocratique et représentative, fondée sur l'union et la solidarité de tous les Boliviens et Boliviennes.

40. La réforme constitutionnelle de 1995, a constitué une réforme substantielle par laquelle l'État bolivien, pour la première fois, a établi que la Bolivie est un pays multiethnique et pluriculturel, et en a reconnu la réalité sociale et culturelle, accepté le fait que vivent sur le territoire national des ethnies multiples qui, de même que les populations créoles et autres, ont des valeurs et conceptions de la vie propres, déterminant des cultures différentes par certains aspects qui influent sur la pluriculturalité. Que ces cultures soient différentes ne signifie pas qu'elles soient opposées ou antagonistes; qu'elles soient reconnues par la Constitution induit un comportement différent de l'État dans bien des domaines tels que l'éducation.

41. Ce principe constitutionnel concorde avec l'organisation économique de l'État bolivien, qui doit répondre essentiellement à des principes de justice sociale visant à assurer à tous les Boliviens et Boliviennes une existence digne.

42. L'article 6 de la Constitution dispose que tout être humain a la personnalité et la capacité juridiques conformément à la loi, jouit des droits, libertés et garanties reconnus par la Constitution sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine, de condition économique ou sociale, ou de toute autre situation. L'État a le devoir de respecter et de protéger la dignité et la liberté des Boliviens et des Boliviennes.

43. L'égalité de droits reconnue à l'article 6 est réaffirmée à l'article 35, lequel dispose que les déclarations, droits et garanties proclamés dans la Constitution s'entendent sans préjudice des autres droits et garanties, émanant de la souveraineté du peuple et de l'institution républicaine.

De même, aux termes de l'article 34, «quiconque porte atteinte aux droits et garanties constitutionnels est soumis à la juridiction ordinaire».

44. La Bolivie a une population majoritairement autochtone; la population autochtone est la plus pauvre et ne bénéficie que de rares possibilités. Cette situation est le résultat du processus de colonisation et de politiques qui visaient un développement basé sur l'élimination et la restructuration des communautés autochtones.

45. La Bolivie a été l'un des premiers pays à ratifier, par la loi n° 1257 du 11 juillet 1991, la Convention n° 169 de l'OIT concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants dans le cadre de laquelle la reconnaissance des droits des peuples autochtones est devenue un objectif politique de l'État. Pour l'atteindre, les réformes suivantes ont été réalisées:

a) Des réformes constitutionnelles établissant le caractère multiethnique et pluriculturel de la nation et reconnaissant des droits spécifiques aux peuples autochtones et originaires de la Bolivie;

b) Des réformes législatives énonçant des droits en faveur des peuples autochtones (voir par. 35 ci-dessus);

c) Des réformes institutionnelles: la structure institutionnelle du pouvoir exécutif a été remaniée et réorganisée afin que puissent être établis des politiques et des programmes permettant de tenir compte du caractère multiethnique et pluriculturel de la Bolivie. Le Ministère des affaires rurales et des peuples autochtones et originaires a été créé. S'agissant du pouvoir judiciaire, le tribunal constitutionnel a été mis en place et, pour la première fois en Bolivie, un tribunal des affaires agricoles impartial et indépendant du pouvoir exécutif a été institué. Des services publics ont été chargés de s'occuper des problèmes des peuples autochtones, car la dimension autochtone doit être un élément transversal de l'exécution des politiques, programmes et projets.

46. Dans le cadre de ces réformes ont été décidées ponctuellement les mesures et politiques suivantes en faveur des peuples autochtones:

a) La qualité de personne morale a été reconnue aux communautés et peuples autochtones et originaires;

b) Le droit coutumier et son applicabilité ont été reconnus dans le nouveau code de procédure pénale;

c) Des mécanismes de régularisation et d'assainissement des titres de propriété foncière autochtones tant collectifs qu'individuels ont été institués;

d) La jouissance exclusive des ressources naturelles renouvelables a été garantie aux communautés et peuples autochtones à l'intérieur de leurs terres;

e) Les langues autochtones de Bolivie ont été déclarées langues officielles;

f) Le Gouvernement, estime que la participation des peuples autochtones à la prise des décisions aux différents niveaux et à l'examen des questions qui les intéressent est importante pour la défense de leurs droits. Il a donc établi les mécanismes de participation des organisations autochtones suivants:

- i) La loi n° 1715 sur le Service national de la réforme agraire a créé la Commission agraire nationale, dont la mission est de contrôler et superviser l'exécution des politiques agraires relatives à la distribution, au regroupement et à la redistribution des terres, quel que soit leur état ou leur affectation. Font partie de cette Commission, dans laquelle elles ont le droit de prendre la parole et le droit de voter, la Confédération des peuples autochtones de Bolivie (CIDOB), la Confédération syndicale unique des ouvriers ruraux de Bolivie (CSUTCB), la Confédération syndicale des colonisateurs de Bolivie et la Fédération nationale de femmes Bartolina Sisa;
- ii) Le décret suprême n° 25203 du 21 octobre 1998, portant création du Conseil consultatif des peuples autochtones et originaires de Bolivie, auxquels participent pleinement les organisations autochtones citées. L'une des missions les plus importantes du Conseil est de définir des politiques visant à développer le caractère multiethnique et pluriculturel de la Bolivie, en particulier pour ce qui concerne les droits sociaux, économiques et culturels, et de proposer des plans et des stratégies de développement nationaux et régionaux qui respectent et renforcent l'identité des peuples autochtones et originaires;
- iii) Le Gouvernement a créé, par le biais de résolutions suprêmes, les comités interinstitutionnels des terres communautaires d'origine auxquels participent les organisations autochtones et qui ont pour objectif d'assurer à titre prioritaire le suivi de la régularisation des titres de propriété foncière autochtones et de contrôler les fonds de coopération internationale affectés à cette fin;
- iv) En application du principe de transterritorialité, le Gouvernement a institué les conseils éducatifs des peuples originaires. Ces organismes ont un caractère national et utilisent les langues aymara, quechua, et guarani ainsi que des langues amazoniennes multiethniques et autres. Ces conseils, auxquels participent les organisations autochtones, contribuent à l'élaboration des politiques éducatives et veillent à leur mise en œuvre adéquate, en particulier sur les questions interculturelles et de bilinguisme;

g) Le Gouvernement a négocié avec la Banque mondiale un crédit de plus de 6 millions de dollars destiné aux entreprises commerciales des peuples autochtones de Bolivie; il a mené à bien, avec la participation des autochtones, un projet de coopération avec le Danemark d'un montant d'environ 8 millions de dollars, consacré exclusivement à des activités de régularisation et d'attribution de titres de propriété foncière en faveur des peuples autochtones de Bolivie, et en particulier les communautés autochtones de la région amazonienne et orientale de la Bolivie;

h) À l'heure actuelle, plus de 16 millions d'hectares font l'objet d'une procédure de régularisation en vue d'être attribués aux peuples autochtones de la région amazonienne et orientale de Bolivie;

i) Les terres collectives des peuples autochtones sont inaliénables, imprescriptibles, indivisibles, insaisissables et irréversibles. Sur ces terres, l'exploitation et la jouissance individuelles et familiales sont régies par le droit autochtone.

Article 2

47. L'État bolivien, par la loi n° 2027 du 27 octobre 1999, a approuvé le statut des fonctionnaires publics, texte de nature administrative qui octroie des droits aux agents des services publics boliviens, afin de régulariser les rapports entre l'État et ses fonctionnaires, de garantir le déroulement de la carrière administrative, de protéger la dignité, la transparence, l'efficacité et la vocation de service collectif de la fonction publique et de promouvoir son efficience, son action et sa productivité.

48. Ce texte est applicable à l'ensemble des fonctionnaires publics. Conformément à la Constitution et à l'ordre juridique national, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine, de situation économique ou sociale ou de toute autre situation, et reconnaît aux fonctionnaires les droits suivants:

- a) Le droit de s'acquitter des fonctions ou tâches inhérentes à l'exercice de leurs fonctions;
- b) Le droit à une juste rémunération correspondant à leurs responsabilités et à leur efficacité;
- c) Le droit au respect et à la considération dus à leur dignité personnelle dans l'exercice de leurs fonctions;
- d) Le droit à des vacances, congés, autorisations d'absence et autres avantages définis par le statut et les règlements pertinents;
- e) Le droit à une pension de retraite et d'invalidité et à une pension de survivant pour les ayants droit;
- f) Le droit aux prestations de santé;
- g) Le droit d'obtenir les ressources matérielles nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

49. De même, le règlement relatif au statut du fonctionnaire public défini dans le décret suprême n° 25749 du 20 avril 2000 définit les droits complémentaires suivants:

- a) Le droit d'accomplir ses fonctions dans un cadre de travail convenable, sûr, harmonieux et juste, où sa dignité personnelle est respectée; de même, il doit disposer des ressources matérielles nécessaires à l'accomplissement des fonctions qu'il exerce, pour fournir les services voulus à la collectivité;
- b) Le droit à disposer de vacances, de congés, d'autorisations d'absences et d'autres avantages en cas de maladie, de mariage et pour d'autres motifs définis par la loi et le règlement;

c) Le droit à des prestations de santé dans le cadre de la sécurité sociale, cette protection étant accordée tant au fonctionnaire qu'aux membres de sa famille pour ce qui concerne la maladie, la maternité et les risques professionnels;

d) Le droit à la sécurité sociale à long terme, y compris les pensions d'invalidité et de retraite, et à des avantages pour ses ayants droit survivants;

e) Le droit à une tolérance de deux heures journalières pour les professeurs et les étudiants des universités et des instituts supérieurs.

50. Afin de prévenir la discrimination raciale, des bureaux de dépôt de plaintes pour violation des droits de l'homme, qui relèvent du Ministère de la justice et des droits de l'homme, ont été créés dans le cadre des projets «Pueblos Indígenas», dans les communautés de Challapta, Monteagudo et Riberalta; «Centre de justice et droits de l'homme», dans la localité de Chimoré; «Programme de promotion et de défense des droits de l'homme», avec la coopération du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et du PNUD. Ce programme constitue un mécanisme très important à l'appui de la politique publique de prévention de la discrimination raciale.

51. L'État bolivien a adopté différentes mesures relatives à l'égalité entre les sexes notamment les mesures sociales prévues par la loi n° 1943 du 17 septembre 1993 qui, dans le cadre de la réforme du pouvoir exécutif, a créé le Sous-Secrétariat d'État à l'égalité entre les hommes et les femmes qui dépend du Secrétariat national des affaires ethniques relatives aux femmes et aux relations entre générations du Ministère du développement. Sa mission principale est d'intégrer les sexospécificités dans l'action de l'État bolivien afin de promouvoir l'égalité des chances entre hommes et femmes, de proposer des politiques favorisant l'égalité et tenant compte des différences culturelles liées au sexe et à la génération et de réformer les lois afin de rendre la justice plus équitable. Cela s'est traduit dans le Plan national sur l'égalité des chances pour les femmes de Bolivie et le Plan national contre la violence à l'égard des femmes dont la mise en œuvre est actuellement poursuivie, selon une nouvelle approche, par le Vice-Ministère de la condition féminine, des relations entre générations et de la famille.

52. De même, en vertu de la loi n° 1788 du 16 septembre 1977, les dispositions complémentaires des décrets suprêmes n° 24855 et 25055, définissent l'organisation et les compétences de l'administration nationale et départementale du Vice-Ministère susmentionné, dont la mission centrale est de définir, réglementer et planifier les politiques visant à réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes, en tentant de renforcer les bases institutionnelles de changements culturels, en menant une action en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes fondée sur des connaissances et des informations actualisées dans le cadre du Plan national sur l'égalité des sexes 2001-2005 et des Programmes de lutte contre la pauvreté et du Plan national visant à prévenir et à éliminer la violence à l'égard des femmes.

Article 3

53. L'article 6 de la Constitution dispose que tout être humain a la personnalité et la capacité juridiques conformément à la loi. Il jouit des droits, libertés et garanties reconnus par la Constitution, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine, de condition économique ou sociale ou de toute autre situation.

54. La dignité et la liberté de la personne sont inviolables. L'État a pour devoir primordial de les respecter et de les protéger.

Article 4

55. Le Gouvernement du Président Banger Suárez a proposé, le 14 février 2001, le Programme de réforme constitutionnelle pour la participation citoyenne, initiative gouvernementale concernant les réformes constitutionnelles qui seront mises en œuvre en application de la Constitution. Le document proposé traite de différentes questions, telles que la citoyenneté, l'élargissement de la représentation au sein de l'appareil d'État, le renforcement des liens entre l'État et la société ainsi que les droits et les devoirs, les réformes institutionnelles et politiques, et les mesures économiques, sociales, agraires, culturelles, municipales et de décentralisation.

56. Parmi les dispositions importantes du texte figurent les suivantes:

«1. La Bolivie est un état social et démocratique de droit et les valeurs supérieures de son ordre juridique sont la liberté et la justice (art. 1.II).

2. Les droits et devoirs fondamentaux et les garanties de la personne sont interprétés et mis en œuvre dans le cadre des traités internationaux en matière de droits de l'homme signés et ratifiés par la Bolivie (art. 6.II).

3. Toute personne a les droits fondamentaux suivants:

a) Le droit à la sécurité et l'intégrité physique et morale, et au libre épanouissement de sa personnalité;

[...]

j) Le droit à l'égalité devant la loi;

k) Le droit à la sécurité juridique, à une procédure régulière et à une protection effective des autorités et des tribunaux contre les actes ou omissions arbitraires des pouvoirs publics, de leurs fonctionnaires et de leurs agents;

[...]

m) Le droit de connaître, de récuser et d'obtenir que soient détruites les informations sur sa personne portant atteinte aux droits et garanties qui lui sont reconnus;

[...]

7. Les autorités, les fonctionnaires ou agents publics, ainsi que les particuliers portant atteinte aux droits et garanties de la personne sont passibles de poursuites pénales et du paiement de dommages et intérêts (art. 15).

[...]

13. La liberté de la presse est garantie. La censure est interdite, de même que l'anonymat. La loi régit l'objection de conscience et le secret professionnel et garantit le droit de réponse et de rectification. Les organismes de communication engagent leur responsabilité s'ils diffusent des informations ou des opinions qui portent atteinte aux droits et garanties de la personne.

14. La plurinationalité est reconnue. Les étrangers mariés à des Boliviens acquièrent la nationalité de leur conjoint sans perdre leur nationalité d'origine (art. 38).

[...]

32. Il appartient au tribunal constitutionnel de connaître des recours en inconstitutionnalité des lois, règlements et résolutions de caractère général.

[...]

43. L'État définit, contrôle et supervise les services de santé publique et de sécurité sociale, fournis par des personnes publiques ou privées par le biais des organes de régulation établis par la loi (art. 162).

44. Les terres relèvent de l'autorité domaniale de l'État. La loi définit les règles applicables relatives aux terres, concernées à leur cession ou adjudication.

45. L'éducation a comme finalité le plein épanouissement de la personne humaine en tant qu'être responsable vivant dans une société démocratique et plurielle.

[...]

47. La loi prévoit une protection spéciale pour la femme chef de famille (art. 193.II).».

57. De même, la législation pénale sanctionne l'abus d'autorité commis par des fonctionnaires ou des autorités publiques qui prennent des décisions contraires à la Constitution et aux lois, n'accomplissent pas leurs devoirs, refusent leur concours ou négligent leur charge, actes passibles de l'emprisonnement pour atteinte aux droits et protections des Boliviens et des Boliviennes.

58. Aux termes de l'article 179 du Code pénal, le fonctionnaire ou le particulier qui ne respecte pas strictement les décisions judiciaires prises dans le cadre de procédures d'*habeas corpus* ou d'*amparo* constitutionnel est passible d'une peine d'emprisonnement de deux à six ans et d'une amende de 100 à 300 boliviens.

Article 5

59. Aux termes de l'article 6 de la Constitution:

«Tout être humain a la personnalité et la capacité juridiques conformément à la loi. Il jouit des droits, libertés et garanties reconnus par la Constitution, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine, de condition économique ou sociale ou de toute autre situation.

La dignité et la liberté de la personne sont inviolables. L'État a pour devoir primordial de les respecter et de les protéger.».

60. Ce principe constitutionnel concorde avec l'article 3 du Code de la famille libellé de la façon suivante: «Les membres de la famille jouissent d'un statut juridique égal et compatible avec la dignité humaine, dans le respect des hiérarchies qu'impose l'organisation familiale.». De même, aux termes de l'article 52 du Code de procédure civile, «toute personne ayant la capacité juridique peut intervenir dans une procédure et demander la protection juridique de l'État, soit directement, soit par le biais d'un représentant».

61. Le Code de procédure pénale, par la loi n° 1970 du 25 mars 1999 figurant dans la partie générale du livre premier, établit les principes et dispositions fondamentaux relatifs aux garanties constitutionnelles prévues pour tous les Boliviens soumis à une procédure pénale, conformément aux principes universels suivants:

a) Nul ne peut être condamné sans avoir été jugé dans le cadre d'une procédure régulière. Nul ne peut être condamné à une peine si ce n'est en vertu d'un jugement exécutoire, rendu à l'issue d'une audience orale et publique, tenue conformément à la Constitution, aux conventions et traités internationaux en vigueur et au Code de procédure pénale;

b) Légimité. Nul ne peut être jugé par des commissions ou juridictions spéciales ni être traduit devant des organes juridictionnels autres que ceux constitués antérieurement à l'infraction visée conformément à la Constitution et à la loi;

c) Impartialité et indépendance. Les juges sont impartiaux et indépendants, subordonnés uniquement à la Constitution, aux conventions et traités internationaux en vigueur et aux lois. Aucun organe d'État, aucune personne physique ou juridique ne peut en aucun cas s'immiscer dans le déroulement d'une procédure. En cas d'immixtion, le juge informe la Cour suprême de justice des faits attentatoires à son indépendance. Quand l'immixtion est le fait du pouvoir judiciaire lui-même, l'affaire est soumise au Conseil de la magistrature ou au Congrès national;

d) Unicité des poursuites pénales. Nul ne peut être jugé ou condamné plus d'une fois pour le même fait, même si celui-ci est requalifié ou si sont alléguées de nouvelles circonstances. Le jugement définitif prononcé à l'étranger pour des faits dont les tribunaux nationaux pourraient être saisis jouit de l'autorité de la chose jugée;

e) Définition et droits du prévenu. Est considéré comme prévenu tout individu auquel la commission d'une infraction pénale est imputée par les organes chargés des poursuites pénales. Le prévenu peut se prévaloir du premier acte de la procédure à sa clôture, de tous les droits et de toutes les garanties que lui reconnaissent la Constitution, les conventions et traités internationaux en vigueur et le présent Code. Par premier acte de la procédure, on entend la mise en cause par un organe judiciaire ou administratif d'une personne soupçonnée d'avoir commis une infraction ou d'avoir participé à sa commission. Tout individu auquel est imputée une infraction a le droit d'être traité avec le respect dû à sa dignité d'être humain;

f) Présomption d'innocence. Tout prévenu est tenu pour innocent et traité comme tel tant que sa culpabilité n'a pas été établie par un jugement définitif. Le prévenu ne peut être contraint à déposer contre lui-même et son silence ne peut être utilisé en sa défaveur. La charge

de la preuve incombe à l'accusation et toute présomption de culpabilité est interdite. Dans le cas d'un contumax, ne sont publiées que les données indispensables à son arrestation;

g) Application de mesures de contrainte et de restriction. L'application des mesures de contrainte prévues dans le présent Code est exceptionnelle. S'il existe un doute sur l'application d'une mesure de contrainte ou d'autres dispositions tendant à restreindre les droits ou facultés du prévenu, la solution la plus favorable à celui-ci est retenue;

h) Défense matérielle. Le prévenu, sans préjudice de la défense technique, a le droit de se défendre lui-même, d'intervenir dans tous les actes de la procédure en rapport avec des éléments de preuve et de formuler les demandes et observations qu'il estime opportunes;

i) Défense technique. Tout prévenu a droit à l'assistance d'un avocat depuis le premier acte de procédure jusqu'au terme de sa peine. Ce droit n'est pas susceptible de renonciation. La désignation du défenseur s'effectue sans retard et sans aucune formalité, à partir du moment de l'arrestation ou avant la déposition initiale. Si le prévenu, après consultation, ne choisit pas d'avocat ou si l'avocat qu'il a choisi n'accepte pas immédiatement l'affaire, un défenseur lui est commis d'office;

j) Interprète. Tout prévenu ne parlant pas l'espagnol a le droit de choisir un traducteur ou un interprète pour l'aider dans tous les actes nécessaires à sa défense. S'il ne fait pas usage de ce droit ou ne dispose pas de ressources suffisantes, un traducteur ou interprète lui est commis d'office;

k) Garanties en faveur de la victime. La victime peut intervenir dans la procédure pénale conformément aux dispositions du Code de procédure pénale; elle a le droit d'être entendue avant la prise de chaque décision susceptible d'éteindre ou de suspendre l'action pénale, et de contester cette décision le cas échéant;

l) Égalité. Les parties exercent leurs prérogatives et droits durant la procédure sur un pied d'égalité;

m) Légalité de la preuve. Les éléments de preuve ne sont admissibles que s'ils ont été obtenus par des moyens licites et versés au dossier conformément aux dispositions de la Constitution et du Code de procédure pénale. Est dépourvue de valeur toute preuve obtenue par la torture, des mauvais traitements, la coercition, des menaces, la ruse ou à des actes portant atteinte à des droits fondamentaux de la personne humaine, ou obtenue au moyen d'informations recueillies à l'aide d'un procédé ou moyen illicite.

62. Conformément aux dispositions pertinentes, et dans le strict respect de la Constitution, les autorités boliviennes appliquent toutes les lois, les accords internationaux et les déclarations relatives aux droits de l'homme ainsi que la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Elles prennent toutes les mesures nécessaires pour éliminer la discrimination raciale sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et prévenir et combattre les doctrines et pratiques racistes, afin de promouvoir l'entente entre les races et de contribuer à l'édification d'une communauté internationale exempte de toute forme de ségrégation et de discrimination.

63. En avril 2001, une enquête a été ouverte sur la deuxième Réunion néonazie, qui devait être organisée en Bolivie par un mouvement prônant la discrimination raciale, qui profite des libertés offertes par les démocraties. Les efforts déployés par le Vice-Ministère de l'intérieur, de la police et de la sécurité citoyenne, en coordination avec le Service national des migrations, ont permis d'empêcher la tenue de cette manifestation dans le pays, et d'éviter la présence de personnes et de groupes qui, tout au long de l'histoire, ont été un sujet de cauchemar pour l'humanité.

64. Le Ministère de l'intérieur, dans le cadre des attributions que lui reconnaît la loi relative à l'organisation administrative du pouvoir exécutif (art. 34) et le Code pénal (art. 47), est chargé d'administrer les établissements pénitentiaires de tout le pays. Son action en la matière est fondée sur le respect de la personne du détenu, de ses droits et de ses intérêts, et vise principalement à l'inciter à se respecter soi-même. Les détenus bénéficient de l'assistance médicale nécessaire, d'une assistance morale et religieuse, d'une assistance sociale, d'une instruction, d'une éducation et de la pratique du sport, qui ont pour but de leur faire prendre conscience de l'inanité des barrières raciales et des manifestations discriminatoires, incompatibles avec les idéaux de la société humaine.

65. La loi n° 1788 du 16 septembre 1997 prévoit que le Ministère de l'intérieur a pour missions spécifiques de coordonner des actions de sécurité, de maintenir l'ordre public et la paix sociale et de veiller au libre exercice des droits et garanties constitutionnels. C'est pourquoi il a été décidé, le 11 février 2000, de créer un organe de coordination chargé de mener des actions visant la sécurité des citoyens, dans le respect des droits de l'homme et des principes de dignité et d'égalité inhérents à tous les êtres humains sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

66. L'article 7 de la Constitution dispose que toute personne a certains droits fondamentaux, notamment le droit à la sécurité personnelle et à la protection de l'État contre tout acte de violence ou atteinte à l'intégrité de la personne commis par des fonctionnaires ou par tout individu, groupe ou institution. À cet effet, le Code pénal définit plusieurs types d'infractions liées à l'abus d'autorité, notamment les décisions contraires à la Constitution et aux lois, la négligence professionnelle, le refus de secours, l'abandon de poste et les nominations illégales imputables à des fonctionnaires publics ou à des autorités étatiques, qui lèsent les intérêts de citoyens ou citoyennes.

67. Pour remédier aux abus d'autorité des fonctionnaires, la loi du 22 décembre 1997 a institué le Défenseur du peuple, chargé de veiller à ce que les actes de l'administration ne portent pas atteinte aux droits et garanties reconnus aux personnes. De plus, le Défenseur du peuple œuvre à la promotion, au respect, à la diffusion et à la défense des droits de l'homme. Ses attributions sont les suivantes:

a) Dans les conditions prévues à l'article 129 de la Constitution, former les recours en inconstitutionnalité, en nullité, en *amparo* et en *habeas corpus*, sans qu'il soit nécessaire qu'il ait un mandat particulier à cet effet;

b) Examiner et porter à la connaissance des autorités, soit d'office, soit à la suite d'une plainte, les actes ou omissions constituant une violation des droits de l'homme ou des garanties

et droits individuels et collectifs prévus par la Constitution, par les lois ou par les traités et conventions internationales ratifiés par l'État bolivien;

- c) Demander des informations relatives à l'objet de ses enquêtes aux autorités et aux fonctionnaires publics, qui doivent alors collaborer avec lui sans aucune réserve;
- d) Formuler des recommandations, des rappels d'obligations légales et des suggestions relatives à l'adoption de mesures correctrices, à l'intention des organes de l'administration publique du Conseil de la magistrature ou du Procureur général de la nation lorsque les faits ont trait à l'administration de la justice ou constituent un délit;
- e) Proposer des modifications de lois, de décrets et de décisions non judiciaires relatifs aux droits de l'homme;
- f) Surveiller la situation des personnes privées de liberté, afin de veiller au respect des limites de mise en détention. À cette fin, et à des fins d'enregistrement, le Défenseur du peuple doit être informé par écrit de toute arrestation, emprisonnement ou détention auxquels il a été procédé sur le territoire national;
- g) Recommander au pouvoir exécutif l'adhésion à des traités et conventions internationaux relatifs aux droits de l'homme et recommander leur ratification par le pouvoir législatif;
- h) Accéder librement aux centres de détention, de réclusion, d'internement ou d'assignation à résidence, sans aucune objection;
- i) Veiller à la nature multiethnique et pluriculturelle de l'État bolivien, et promouvoir la défense des droits de l'homme des peuples autochtones et originaires du pays;
- j) Promouvoir et recommander le respect des conventions et traités internationaux relatifs aux droits de la femme;
- k) Exercer ses fonctions sans interruption d'aucune sorte en cas de déclaration d'état de siège;
- l) Demander à tout service de l'administration publique de détacher temporairement à ses commissions des fonctionnaires techniques dont les services spécialisés lui sont nécessaires;
- m) Concevoir, élaborer, exécuter et superviser des programmes de défense, de promotion et de diffusion des droits de l'homme, et établir à cet effet des mécanismes de coordination avec des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux;
- n) Veiller au respect des droits et devoirs fondamentaux des personnes au sein des forces armées et de la police;
- o) Négocier des accords de coopération technique ou financière avec les organisations nationales et internationales;
- p) Élaborer les règlements nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

68. En ce qui concerne le régime électoral, la Constitution contient les dispositions suivantes: «Le suffrage constitue la base du régime démocratique représentatif; le vote est universel, direct et égal, individuel et secret, libre et obligatoire; il a lieu au scrutin public, à la représentation proportionnelle.».

69. Ce principe constitutionnel concorde avec l'article premier de cette même Constitution, aux termes duquel la Bolivie est un pays libre, indépendant, souverain, multiethnique et pluriculturel, constitué en république unitaire dont le mode de gouvernement est la démocratie représentative fondée sur l'union et la solidarité de tous les Boliviens et Boliviennes.

70. La qualité de citoyen bolivien permet de participer en tant qu'électeur ou que personne éligible à la formation et l'exercice des pouvoirs publics, et donne aussi le droit d'exercer des fonctions publiques, sans autre condition que la compétence, sous réserve des exceptions fixées par la loi.

71. Sont citoyens et citoyennes les personnes âgées de plus de 18 ans, quel que soit leur niveau d'instruction, leur profession ou leur revenu.

72. Aux termes de l'article 220 de la Constitution, «sont électeurs tous les Boliviens âgés de 18 ans révolus, quels que soient leur niveau d'instruction et leur profession, sans autre formalité que leur inscription obligatoire au registre électoral. Les citoyens étrangers votent aux élections municipales dans les conditions établies par la loi».

73. Quinze ans après la présentation du projet visant à abaisser l'âge d'accès à la citoyenneté à 18 ans, la modification en ce sens de la Constitution a été approuvée.

74. L'âge d'accès à la citoyenneté ne doit être confondu ni avec l'âge de la majorité civile, qui permet aux personnes d'accomplir un ensemble d'actes juridiques, notamment d'être parties à des contrats ou de contracter mariage (à partir de 21 ans), ni avec l'âge du service militaire, qui est fixé à 19 ans, ou l'âge de la majorité pénale, fixé à 16 ans, qui comporte la capacité de répondre de ses actes en cas d'infraction.

75. L'accès à la citoyenneté permet certes de voter, mais la Constitution prescrit en matière d'éligibilité un âge minimum de 25 ans pour être député, de 35 ans pour être président ou sénateur et de 21 ans pour être conseiller municipal.

DROITS POLITIQUES ET DROITS CIVILS

76. Les droits politiques sont distincts des droits civils; ils concernent la relation de l'individu avec l'État pour ce qui est de l'action qu'il peut mener dans l'appareil d'État, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Constitution. En conséquence, dans la majorité des cas, les étrangers ne peuvent exercer de droits politiques, mais du fait qu'ils résident en Bolivie, ils ont les mêmes droits civils que les nationaux. Cela démontre clairement que la réforme de l'âge d'accès à la citoyenneté est sans incidence sur l'âge de la majorité civile.

ÂGE D'ACCÈS À LA CITOYENNETÉ

77. Conformément à l'article 42 de la Constitution, l'âge d'accès à la citoyenneté est 18 ans.

78. Conformément à l'article 41 de la Constitution, la citoyenneté donne seulement les droits suivants:

- a) Participer à la vie politique comme électeur ou candidat;
- b) Exercer une fonction publique.

79. L'âge d'accès à la citoyenneté ne doit en aucun cas être confondu avec celui de la majorité civile, qui, en vertu de l'article 4 du Code civil, est acquise à l'âge de 21 ans révolus. La majorité civile donne le droit d'exercer les droits civils en matière de contrats et d'accomplir les actes juridiques de la vie civile, par exemple de contracter mariage et d'exercer une activité commerciale. Étant donné que tant le Code de la famille que celui du commerce exigent que l'on soit majeur pour accomplir ces actes, le Code civil définit cette condition.

80. La citoyenneté et la majorité civile étant des concepts juridiques différents, la réforme de la Constitution n'est pas incompatible avec le Code civil et ne pose pas de problème particulier.

81. Par ailleurs, la Constitution prévoit que «sont éligibles les citoyens qui remplissent les conditions définies par la Constitution et par la loi».

82. Aux termes de l'article 23 de la Convention américaine relative aux droits de l'homme, s'agissant des droits politiques,

«1. Tous les citoyens doivent jouir des droits et facultés énumérés ci-après:

- a) De participer à la direction des affaires publiques, directement ou par l'intermédiaire de représentants librement élus;
- b) D'élire et d'être élus dans le cadre de consultations périodiques authentiques, tenues au suffrage universel et égal, et par scrutin secret garantissant la libre expression de la volonté des électeurs; et
- c) D'accéder, à égalité de conditions générales, aux fonctions publiques de leur pays.

2. La loi peut réglementer l'exercice des droits et facultés mentionnés au paragraphe précédent et ce, exclusivement pour des motifs d'âge, de nationalité, de résidence, de langue, de capacité de lire et d'écrire, de capacité civile ou mentale, ou de condamnation prononcée par un juge compétent lors d'un procès pénal.».

83. L'alinéa g de l'article 7 de la Constitution établit le droit d'entrer et de demeurer sur le territoire national, de traverser et de quitter ce territoire, droit assorti de la garantie apportée par l'article 9, selon lequel «nul ne peut être arrêté, détenu ou incarcéré si ce n'est dans les cas et dans les formes prévus par la loi».

84. Ce droit est également reconnu dans les déclarations et conventions internationales. La Convention américaine relative aux droits de l'homme prévoit que «Toute personne a le droit d'acquérir la nationalité de l'État sur le territoire duquel elle est née, si elle n'a pas droit à une autre nationalité.»; «Nul ne peut être expulsé du territoire de l'État dont il est le ressortissant ni

être privé du droit d'y entrer.» (art. 22); «L'étranger légalement admis sur le territoire d'un État partie à la présente Convention ne pourra en être expulsé qu'en vertu d'une décision conforme à la loi.» (ibid.); «L'expulsion collective d'étrangers est interdite.» (ibid.).

85. Le droit à la nationalité est établi à l'article 37 de la Constitution qui prévoit que sont boliviens par naturalisation les Espagnols et les Latino-Américains qui acquièrent la nationalité bolivienne sans avoir renoncé à leur nationalité d'origine, lorsque des conventions réciproques prévoyant la plurinationalité ont été conclues avec leurs gouvernements respectifs.

86. Le mariage, la famille et la maternité sont placés sous la protection de l'État. L'institution du mariage repose sur l'égalité de droits entre les époux. Les enfants issus du mariage, sans distinction d'origine, ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que leurs parents.

87. Les Boliviens et Boliviennes, en vertu de l'article 8 de la Constitution, ont le devoir fondamental d'assister, de nourrir et d'éduquer leurs enfants mineurs, et de protéger et de secourir leurs parents lorsque ceux-ci se trouvent dans une situation de maladie, de pauvreté ou de détresse.

88. Le droit à la propriété privée, individuelle et collective, sous réserve que celle-ci accomplisse une fonction sociale, est également reconnu par la Constitution, laquelle garantit la propriété privée étant entendu que l'usage qui en est fait ne doit pas porter préjudice à l'intérêt collectif.

89. La loi promulguée le 6 août 1975 et entrée en vigueur le 2 avril 1976 régit l'héritage sous tous ses aspects par ses dispositions tant générales que particulières.

90. Le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion est reconnu à l'article 7 en tant que droit fondamental, conformément à l'article 15. Les fonctionnaires qui, sans que l'état de siège ait été proclamé, prennent et font exécuter des mesures de poursuite, d'assignation à résidence ou d'exil à l'encontre de citoyens, ou qui font fermer des imprimeries ou d'autres moyens d'expression de la pensée, ou se livrent à des déprédations ou à d'autres types d'abus, sont passibles du paiement d'une indemnité à titre de dommages et intérêts, à condition qu'un jugement au civil, qui peut être prononcé dans le cadre de l'action pénale appropriée, décide que ces mesures ou ces faits constituaient des atteintes aux droits et garanties qu'établit la Constitution.

91. Ce principe constitutionnel concorde avec l'article 292 du Code pénal relatif à la privation de liberté, qui précise que quiconque prive autrui de sa liberté personnelle, de quelque façon que ce soit, encourt une peine de six mois à deux ans de prison et une amende de 30 à 100 jours de salaire de référence.

92. La sanction est alourdie d'un tiers lorsque l'infraction est commise:

- a) Par un fonctionnaire public avec abus de pouvoir;
- b) Sur un ascendant, un descendant ou un conjoint;
- c) Si la privation de liberté a duré plus de 48 heures.

93. De plus, l'article 296 du Code prévoit pour les délits contre la liberté de la presse, une peine de 6 mois à 3 ans de prison et une amende de 30 à 200 jours de salaire de référence, à l'encontre de toute personne qui empêche ou entrave de façon illicite la libre expression de la pensée par tout moyen de diffusion, ou la libre circulation d'un livre, d'un périodique ou de tout autre moyen d'expression.

94. Le droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques est également considéré comme l'un des droits fondamentaux, conformément à l'article 159 de la Constitution, lequel garantit la libre association patronale et reconnaît les syndicats comme un moyen de défense, de représentation, d'assistance, d'éducation et de culture des travailleurs et le cadre dans lequel les dirigeants syndicaux ne peuvent être ni poursuivis ni détenus pour les activités qu'ils exercent dans le cadre de leur mandat.

95. De même, le droit de grève est la faculté que la loi reconnaît aux travailleurs de suspendre le travail pour défendre leurs droits, après avoir accompli les formalités requises.

96. Enfin, le droit de libre association découle de l'article 222 de la Constitution, aux termes duquel les citoyens et citoyennes ont le droit de s'organiser en partis politiques, conformément à la Constitution et à la loi électorale.

DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

97. L'État bolivien a adopté la loi relative au dialogue national de 2000, qui a pour objectif de réduire la pauvreté de façon structurelle, grâce aux ressources dégagées par l'allégement de la dette extérieure, lesquelles permettront de renforcer le développement des zones rurales et urbaines, et d'effectuer des investissements sociaux par le biais des municipalités en matière de santé, d'éducation et de développement durable.

98. Cette stratégie de lutte contre la pauvreté constitue une politique de l'État qui, par le biais des mécanismes de caractère gouvernemental et de la participation des citoyens, tendra à promouvoir des mesures de développement rural, à favoriser le renforcement des petites et moyennes entreprises, à développer les systèmes de microfinancement, à appuyer l'assistance technologique, à entretenir et développer les infrastructures routières, et enfin à améliorer l'habitat, l'assainissement de base et le logement de la population bolivienne en général.

99. Cette politique s'inscrit dans le cadre d'une alliance entre les pouvoirs publics et la coopération internationale en matière de lutte contre la pauvreté, et vise essentiellement à améliorer la qualité de vie des Boliviens et des Boliviennes.

100. Il est également important de citer la loi de relance économique, qui a pour objet de mobiliser l'appareil de production du pays, par une relance immédiate visant à accroître l'épargne nationale, à constituer des sources de travail supplémentaires, à augmenter la production dans tous les secteurs en recherchant les meilleurs niveaux de développement socioéconomique et à faire face dans les meilleures conditions possibles aux effets des crises économiques externes et des phénomènes naturels défavorables.

101. La pauvreté constitue en Bolivie un problème central, intimement lié aux possibilités d'emploi et de revenu de la population.

102. La situation de l'emploi dans les zones urbaines et rurales se traduit par une croissance inférieure de l'emploi par rapport au chômage, causée par la faible croissance économique liée à la récession économique dans les pays voisins. Viennent s'y ajouter les phénomènes naturels qui ont causé l'effondrement de la production agricole et, par conséquent, du niveau économique d'une grande partie de la population, qui se consacre à l'agriculture et l'élevage.

103. Le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté dans les grandes villes est tombé de 53 % en 1989 à 48 % en 1994 et 46 % en 1998. Cette évolution tient en grande partie à l'augmentation de 17 % du revenu familial au cours de cette période, les membres d'une même famille étant plus nombreux à entrer sur le marché du travail pour faire face à l'inégale répartition de la richesse.

104. Le taux d'activité de la population est plus élevé dans les zones rurales, où les jeunes, garçons et filles, entrent tôt dans la vie active, que dans les principales villes. En particulier, 80 % des femmes travaillent aux champs alors que dans les villes 50 % seulement des femmes ont un emploi.

105. Bien que la Bolivie ait des taux de chômage déclaré peu élevés, la situation de l'emploi n'est pas bonne vu les taux élevés de sous-emploi, de l'ordre de 10 %, qui touchaient 127 000 personnes en 1997.

106. Les enquêtes sur l'emploi ne permettent pas d'obtenir de données désagrégées par groupes de population, raison pour laquelle ne sont présentées que des données globales ou ventilées par sexe.

107. L'État bolivien s'efforce de mettre en place des mesures et des politiques visant à donner des possibilités d'emploi à toutes les personnes désireuses de travailler, notamment par l'intermédiaire du Ministère du travail et des microentreprises. Conformément à son mandat et à ses attributions, et en application des dispositions législatives en vigueur, le Ministère met en œuvre à l'échelle nationale, dans le cadre d'une convention interinstitutions passée avec les organismes publics et privés de formation, un projet visant à trouver par l'intermédiaire de la bourse du travail, dont la création est prévue, en application de la Convention de l'OIT, un emploi à tous ceux qui ont suivi les formations dispensées par ces organismes.

108. Par ailleurs, le Vice-Ministère des microentreprises, conformément à son mandat, a engagé au niveau national des activités de promotion et de renforcement des microentreprises, qui sont de très importantes sources d'emploi, tant pour les microproducteurs que pour le personnel dont elles ont besoin.

109. Il est envisagé actuellement de prendre des mesures visant à rendre le travail à la fois plus productif et plus efficace. C'est ainsi que le Ministère du travail et des microentreprises a réglementé la journée de travail continue dans le secteur public et le secteur privé (après accord des parties), donnant ainsi aux travailleurs la possibilité de suivre une formation et d'accroître leurs revenus.

110. Les programmes de formation sont répartis entre deux secteurs:

a) Dans le secteur public, l'UDATEL est l'organisme décentralisé du Ministère du travail et des microentreprises qui facilite la formation des travailleurs, des employés, des chefs de microentreprise et de la population en général;

b) Dans le secteur privé, l'INFOCAL, l'IDEPRO et d'autres organismes offrent des programmes de formation aux travailleurs, aux employés, aux chefs de microentreprise et à la population en général.

111. Le Ministère du travail envisage de conclure avec les organismes privés de formation une convention interinstitutions afin de permettre, au niveau national, à tous ceux qui auront suivi les formations dispensées par ces organismes de trouver un emploi par l'intermédiaire de la bourse du travail.

112. Une proposition de politiques relatives à l'emploi émanant de l'OIT est étudiée actuellement en coordination avec le Ministère du travail et des microentreprises. Les axes de réflexion sont les suivants: comment articuler les politiques macroéconomiques et les politiques relatives à l'emploi; mise en œuvre d'une politique fiscale de relance; politiques sectorielles relatives à l'emploi et la productivité; politiques en matière de financement externe; politiques visant à modifier progressivement la structure des prix relatifs et à augmenter le rendement des investissements privés dans les secteurs producteurs de biens marchands non primaires; politiques visant à réduire l'importance de l'épargne et de l'investissement étrangers; politiques d'encouragement de la demande globale, de l'offre globale et de l'adéquation entre l'offre et la demande.

113. S'agissant de la demande globale, l'objectif est d'obtenir une relance au moyen d'une politique budgétaire stimulant l'investissement privé, élargissant la structure des dépenses et augmentant le taux de change réel en vue d'orienter l'augmentation de la demande vers la production intérieure.

114. Dans le domaine de l'offre, l'objectif est de diminuer le coût du travail unitaire et d'accroître de façon soutenue la productivité; d'encourager l'investissement privé intérieur et étranger dans les secteurs du tourisme, de l'agriculture et des travaux publics, qui font une utilisation intensive de la main-d'œuvre; d'augmenter l'utilisation des capacités existantes, par la promotion de l'artisanat et de la petite industrie au moyen de mécanismes de sous-traitance; de développer les marchés par l'augmentation de l'investissement public; d'aménager le système bancaire afin d'être en mesure d'utiliser le taux de change comme outil de politique macroéconomique. Un autre objectif est de veiller à la qualité de l'emploi et à son caractère durable.

115. C'est dans ce cadre que s'inscrit la politique intégrée de l'emploi, qui n'établit aucune distinction entre les différents groupes concernés, en l'occurrence celui des jeunes.

116. Les dispositions garantissant la liberté de choisir un emploi et d'empêcher que les conditions d'emploi ne violent les libertés politiques et économiques fondamentales de l'individu figurent dans la Constitution, la loi générale relative au travail, le décret réglementaire, le décret suprême n° 21060 et le décret suprême n° 22407 (ampliatif).

117. Ces dispositions garantissent à tous les citoyens le droit au travail, à la liberté d'association et à l'affiliation à un syndicat, et ne limitent donc pas les libertés politiques et économiques de l'individu.

118. Les programmes de formation technique et professionnelle existant dans le pays jouent un rôle très important dans l'économie et dans les politiques relatives à l'emploi.

119. Ces programmes de formation existent dans le secteur public comme dans le secteur privé (voir par. 110).

120. Il faut souligner que la mise en œuvre des politiques d'emploi se heurte à des difficultés, faute de ressources économiques.

121. Depuis les années 50, l'Organisation internationale du Travail s'efforce de promouvoir l'égalité de chances et de traitement ainsi que le principe de non-discrimination. Il existe à cet égard plusieurs conventions internationales que la Bolivie juge particulièrement importantes pour l'amélioration de la condition des femmes dans le domaine du travail, à savoir:

a) La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée en 1979 par l'Assemblée générale des Nations Unies;

b) La Convention de l'OIT concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, 1958 (n° 111);

c) La Convention de l'OIT concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, 1951 (n° 100);

d) La Convention de l'OIT concernant l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes: travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981 (n° 156);

e) La Convention de l'OIT concernant le rôle de l'orientation et de la formation professionnelles dans la mise en valeur des ressources humaines, 1975 (n° 142).

122. La Bolivie a ratifié, par la loi n° 1100 de 1989, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, donnant ainsi force obligatoire à des principes universellement acceptés et à des mesures tendant à garantir aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes dans tous les domaines du développement, et en particulier dans les domaines politique, social, économique et culturel, consciente du fait que la discrimination constitue un obstacle à l'égalité.

123. L'engagement de prendre des mesures efficaces pour inverser les processus d'exclusion de la femme a conduit à adopter un mécanisme juridique destiné à encourager une meilleure application de la Convention, qui a été approuvé à la quarante-troisième session de la Commission de la condition de la femme en mars 1999.

124. Par conséquent, en application du décret spécial d'octobre 1997 relatif à l'égalité des chances entre hommes et femmes, le Vice-Ministère de la condition féminine, des relations entre générations et de la famille a conclu une alliance stratégique avec des institutions représentatives de l'État, de la coopération internationale et de la société civile, qui s'est concrétisée par la

création du Comité transitoire pour le Protocole facultatif de la Convention, dont l'objet est de sensibiliser davantage la population à l'importance de cet instrument, et de mettre la Convention sur le même plan que d'autres traités internationaux par la coordination et la diffusion des actions visant à soutenir l'approbation du Protocole, dont l'Assemblée générale des Nations Unies sera saisie à sa prochaine session et qui sera ensuite ouvert à la signature des États membres.

125. De même, l'État bolivien a ratifié la Convention sur l'égalité de rémunération (Convention n° 100) le 15 novembre 1973, et la Convention n° 111 concernant la discrimination (emploi et profession) le 31 janvier 1977, mais les deux dernières conventions citées, à savoir la Convention sur la mise en valeur des ressources humaines (Convention n° 142) et la Convention sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales (Convention n° 156), n'ont pas encore été ratifiées.

126. Cette dernière convention revêt une importance particulière pour les travailleurs en général et les travailleuses en particulier, car la Convention n° 156 et la Recommandation n° 168 ainsi que les Conventions n°s 100 et 111 constituent un ensemble de traités internationaux fondamentaux pour l'instauration dans les faits de l'égalité de traitement et de chances entre hommes et femmes dans le domaine du travail. La Convention n° 156 dispose que les hommes comme les femmes doivent pouvoir exercer leur droit à l'emploi sans faire l'objet de discrimination en raison de responsabilités familiales, «et, dans la mesure du possible, sans conflit entre leurs responsabilités professionnelles et familiales».

127. La prise en compte des conventions susmentionnées est essentielle pour déterminer s'il est possible d'instaurer une véritable égalité de traitement et de chances entre hommes et femmes dans le domaine du travail.

128. Dans ce contexte, il importe de bien comprendre que l'apport du travail des femmes à l'économie se situe à deux niveaux: d'une part, la production de biens et de services marchands qui contribuent à la croissance du produit intérieur brut et, d'autre part, la production ou la création de biens et de services non marchands, c'est-à-dire destinés à la consommation familiale, qui n'en constituent pas moins un apport important à la croissance et au développement économiques. À cet égard, l'un des principaux problèmes auxquels les femmes doivent faire face est celui de la surcharge de travail au foyer.

129. Le faible degré de démocratisation des responsabilités et des travaux liés à la maternité et aux tâches ménagères constitue l'une des principales causes de l'inégalité entre hommes et femmes face à l'emploi sur le marché du travail, notamment en ville. D'après les résultats du recensement national de la population et du logement de 1992, 60 % des femmes en âge de travailler consacrent leur temps et leur énergie à des tâches liées à leur fonction de reproduction, qui ne sont pas valorisées sur le plan social et ne leur permettent pas d'acquérir une indépendance financière.

130. Par ailleurs, la loi générale relative au travail actuellement en vigueur considère la femme comme un être ayant des capacités limitées et comme la principale responsable du soin de la famille. Ladite loi accorde donc aux femmes une protection et un traitement spécial, mais ces dispositions protectrices, loin de les favoriser, se traduisent par une grave discrimination sur le marché du travail. Le Vice-Ministère de la condition féminine a élaboré une proposition de loi

portant modification de la loi générale relative au travail et concernant des éléments fondamentaux comme l'égalité entre hommes et femmes sur le marché du travail et la protection en cas de maternité.

131. C'est pourquoi, et dans la perspective des dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les autorités boliviennes sont convaincues que l'égalité de traitement face au travail implique non seulement l'adoption de normes d'application générale, mais également une protection spécifique de la maternité, c'est-à-dire de la fonction de reproduction de l'espèce humaine et de la force de travail.

132. S'agissant de la protection de l'égalité dans le travail, l'un des aspects fondamentaux est l'inégalité de la journée de travail des femmes qui entraîne des discriminations dans le montant du salaire, dans les possibilités de promotion et dans l'attribution des responsabilités. De plus, le projet de législation prévoit l'interdiction d'exiger des attributs physiques ou d'opérer une discrimination à l'embauche suivant le sexe, l'état civil, les charges familiales, l'état de grossesse et la maternité, et il maintient le principe de la rémunération égale pour un travail d'égale valeur sans considération de sexe, comme le prévoit la Convention n° 100 de l'OIT.

133. En ce qui concerne la protection de la maternité, la femme enceinte qui travaille a la possibilité de s'absenter une demi-journée par mois pour son suivi médical avant le début du congé de maternité. De plus, pendant la première année de l'enfant, cette possibilité de s'absenter est également admise pour le suivi médical de l'enfant; dans ce cas, le congé peut être pris indifféremment par le père ou par la mère.

134. Dans cette perspective, la Bolivie, par l'intermédiaire du Vice-Ministère de la condition féminine, des relations entre générations et de la famille (Ministère du développement durable et de la planification), juge essentiel d'adopter un ensemble de mesures destinées à modifier la situation sur le marché du travail, c'est-à-dire à réduire l'écart qui existe entre hommes et femmes pour ce qui est de l'accès à l'emploi, d'une part en faisant en sorte que les responsabilités familiales et leur coût soient assumés de façon plus démocratique et davantage pris en charge par la société, et en assurant d'autre part l'égalité d'accès au travail, de promotion et, surtout, de rémunération. La ratification de la Convention n° 156 de l'OIT va dans ce sens.

135. Les statistiques disponibles montrent que les hommes ont un revenu plus élevé que les femmes mais que par ailleurs ils travaillent en moyenne un plus grand nombre d'heures par mois et qu'ils ont un niveau d'instruction plus élevé. En conséquence, il se pourrait que l'écart de revenu constaté soit justifié et que l'on ne puisse donc parler de discrimination.

136. Il importe de tenir compte des principales caractéristiques de la participation des femmes à l'économie, qui justifient l'analyse et la position du Ministère du développement durable et de la planification décrites ci-dessus.

137. Les femmes sont de plus en plus nombreuses sur le marché du travail, et leur activité est de plus en plus intense. Le monde du travail établit une ségrégation des sexes, et les femmes restent confinées à certains types d'emplois, d'un intérêt économique marginal et moins rémunérés. Aussi bien du point de vue hiérarchique que du point de vue des responsabilités et des pouvoirs, les femmes occupent des positions inférieures à celles des hommes. Les écarts de rémunération entre hommes et femmes représentent globalement des sommes considérables.

138. Ces différences sont confirmées par l'analyse des statistiques publiées par l'INE concernant la structure du marché de l'emploi dans les principales villes de Bolivie. Il ressort de ces statistiques que sur l'ensemble de la population active du pays, qui représente 41 % de la population en âge de travailler, 57,2 % sont des hommes et 42,8 % des femmes. La population active s'élève à 1 339 873 personnes dans les villes, soit 57,2 % d'hommes et 42,8 % de femmes.

139. Ces statistiques révèlent en outre la segmentation du marché de l'emploi manifeste au vu des rapports entre niveau d'instruction et emplois occupés par les femmes.

140. Sur le nombre total d'analphabètes dans la population active, 19,1 % sont des hommes et 80,9 % des femmes. En ce qui concerne la catégorie des travailleurs n'ayant aucune instruction, 66,4 % sont des hommes et 33,6 % des femmes. En revanche, la différence est peu importante en ce qui concerne les chefs d'entreprise ou employeurs sans instruction puisque 49,6 % sont des femmes et 50,4 % des hommes.

141. En ce qui concerne les chefs d'entreprise ou les employeurs ayant suivi des études universitaires, on constate que pour les hommes, plus le niveau d'études est élevé, plus ils ont de chances d'accéder à cette catégorie, ce qui n'est pas le cas pour les femmes, puisqu'elles ne sont que 12,8 % seulement à exercer ces fonctions, contre 87,2 % d'hommes. On observe le même phénomène chez les travailleurs indépendants, dont 72,1 % sont des hommes et 27,9 % des femmes.

142. À l'autre extrême, dans la catégorie des ouvriers, on constate qu'en règle générale, la main-d'œuvre qualifiée est à prédominance masculine, sauf au niveau d'études correspondant aux diplômés des écoles normales. Ventilés par niveau d'études, les chiffres sont les suivants: études primaires: hommes 89,2 %, femmes 10,8 %; études secondaires: hommes 92,5 %, femmes 7,5 %; études universitaires: hommes 74,8 % et femmes 25,2 %. En revanche, on ne compte aucune femme diplômée d'école normale parmi les ouvriers.

143. D'après les chiffres disponibles, les femmes sans aucune instruction sont principalement employées de maison, travailleuses indépendantes ou employées. En fonction du niveau d'études, les pourcentages de femmes dans ces trois professions sont les suivants: aucune instruction: 83 %, 80 % et 68 %; études primaires: 62 %, 58,7 % et 28,4 %; diplômées d'écoles normales: 100 %, 47,9 % et 71,4 %; et études supérieures: 54,6 %, 27,9 % et 34,4 %. Enfin, 92,2 % des employés de maison sont des femmes ayant fait ou non des études primaires ou secondaires.

144. La ventilation de l'activité économique par sexe donne également des résultats intéressants.

145. Dans l'agriculture, la population active se répartit entre 73,2 % d'hommes et 26,8 % de femmes. Les hommes sont aussi très largement majoritaires dans la sylviculture et la pêche (93 %), les industries extractives (91,6 %) et le bâtiment et les travaux publics (96,1 %).

146. Les femmes sont cependant de plus en plus nombreuses dans le secteur manufacturier où elles représentent désormais 34,2 % de la population active contre 65,8 % pour les hommes. Il en est de même dans le secteur des entreprises, où elles occupent 37,1 % des emplois contre 62,9 % pour les hommes.

147. La situation est toutefois inversée dans le secteur tertiaire: les femmes sont ainsi majoritaires dans les activités traditionnellement féminines comme celles des employés de maison (88,8 %) ou dans les services liés à l'hôtellerie et à la restauration (79,7 % contre 20,3 % d'hommes). De même, elles occupent 59 % des emplois dans le commerce contre 41 % pour les hommes, et 60,5 % des postes d'enseignants contre 39,5 % pour les hommes.

148. La population active sans instruction travaillant dans les secteurs primaire et secondaire est composée d'un nombre relativement élevé de femmes: 55,6 % dans l'agriculture contre 44,4 % pour les hommes. De même, environ 67 % des travailleurs sont des femmes dans le secteur manufacturier et 48 % dans celui des industries extractives.

149. Dans le secteur des services, la participation des femmes sans aucune instruction est encore plus élevée et atteint parfois 100 %, comme dans l'administration, l'enseignement et les services sociaux. Elle est de 94,4 % dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration et de 88,3 % dans le commerce.

150. À mesure que le niveau d'instruction s'élève, la participation des femmes à des activités traditionnellement réservées aux hommes augmente. Ainsi, les diplômées des universités occupent 21,9 % des emplois dans le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau et 27,3 % dans celui du bâtiment et des travaux publics.

151. L'enquête nationale sur l'emploi réalisée dans les principales villes du pays fournit également des informations sur la répartition du revenu par sexe. Le revenu mensuel moyen de la population occupée en novembre 1997 s'élevait à 1 207 bolívianos. Il était de 1 448 bolívianos pour les hommes et de 860 bolívianos pour les femmes. La différence est encore plus marquée si on observe les rémunérations correspondant à des activités économiques identiques. Dans l'agriculture, le revenu moyen des hommes atteint 2 660 bolívianos contre 828 bolívianos pour les femmes. Des différences importantes existent également dans le secteur de la sylviculture et de la pêche (2 937 bolívianos contre 500 bolívianos) ainsi que dans le secteur manufacturier (1 111 bolívianos contre 597 bolívianos).

152. Dans le secteur tertiaire, où les femmes sont majoritaires, comme on l'a vu ci-dessus, les écarts de revenu en faveur des hommes sont manifestes. Ainsi, le revenu moyen des hommes est de 1 386 bolívianos contre 784 bolívianos pour les femmes dans le secteur du commerce et de 1 535 bolívianos contre 677 bolívianos dans celui de l'hôtellerie et de la restauration. Les hommes sont également mieux payés que les femmes dans l'enseignement (1 444 bolívianos contre 935 bolívianos).

153. La situation est cependant inversée dans certains secteurs, comme le bâtiment et les travaux publics où le revenu moyen des femmes atteint 2 049 bolívianos contre 1 090 bolívianos pour les hommes ou dans l'administration, où la différence en leur faveur est cependant peu importante (1 787 bolívianos contre 1 592 bolívianos pour les hommes). Il est évident que les femmes qui travaillent dans ces secteurs ont un niveau d'instruction supérieur à celui des hommes, comme on l'a vu ci-dessus.

154. On constate les mêmes tendances si l'on compare les revenus moyens par catégorie professionnelle: le revenu moyen des femmes représente 58 % de celui des hommes (771 bolívianos) chez les ouvriers; 68 % chez les employés et 61 % chez les travailleurs

indépendants. Il en est de même des chefs d'entreprise ou des employeurs (77 %) et des employés de maison pour la même activité (66 %). Seules les femmes membres des professions libérales ont un revenu moyen supérieur (de 6,5 %) à celui des hommes.

155. Pour analyser avec plus de précision la répartition du revenu en Bolivie, il faudrait recouper les informations données plus haut avec une variable essentielle, à savoir les heures travaillées. Ce travail, qui reste à effectuer, pourrait être fait à partir de la base de données de l'INE. À l'heure actuelle, les informations disponibles à ce sujet sont insuffisantes.

156. Les données disponibles permettent d'établir les éléments suivants en ce qui concerne la moyenne des heures travaillées par secteur d'activité. La durée hebdomadaire du travail est en moyenne de 55 heures pour les hommes et de 48 heures pour les femmes dans le secteur des industries extractives, de 50 heures pour les hommes et de 40 heures pour les femmes dans celui des industries manufacturières et de 32 heures pour les hommes et de 27 heures pour les femmes dans l'enseignement. Dans certains secteurs comme le commerce, les services sociaux et les activités communales, la durée hebdomadaire moyenne du travail est la même pour les hommes et pour les femmes (50 heures, 44 heures et 40 heures, respectivement).

157. Enfin, les informations dont nous disposons nous permettent de dire que la durée hebdomadaire du travail est en général plus élevée pour les hommes que pour les femmes (57,2 % contre 42,8 %). Parmi la population active qui travaille plus de 40 heures par semaine, on compte 65 % d'hommes et 35 % de femmes. Chez les ouvriers, 8 % des femmes, contre 92 % des hommes, travaillent plus de 40 heures par semaine. Il est vrai que la différence est moins marquée parmi les travailleurs indépendants où les femmes représentent 43,6 % et les hommes 56,4 % de tous ceux qui travaillent plus de 40 heures par semaine. Enfin, la situation s'inverse dans le cas des employés de maison parmi lesquels ceux qui travaillent plus de 40 heures par semaine sont à 75,9 % des femmes et à 24,1 % des hommes. Les femmes sont au contraire majoritaires dans la population active dont la durée hebdomadaire de travail est comprise entre une heure et 12 heures et demie (60,4 %), 13 heures et 19 heures et demie (55,7 %) et 20 heures et 39 heures et demie (63,6 %), ces pourcentages atteignant même 71,1 %, 71,1 % et 73,4 % dans le cas des travailleurs indépendants. Enfin, il convient de préciser que les données disponibles ne permettent pas d'établir plus clairement que les femmes accomplissent une journée de travail double, voire triple, en raison de leurs activités au sein de la famille.

158. Le plan général de développement économique et en particulier les mesures stratégiques de développement et de transformation du secteur productif doivent permettre un développement dans le cadre d'une Bolivie socialement solidaire, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de religion ou d'origine nationale et de créer les facteurs et les conditions destinés à éliminer les obstacles structurels à la formation technique et professionnelle de la population.

159. La Constitution politique de l'État et la loi générale relative au travail stipulent l'égalité des hommes et des femmes dans le domaine du travail et énoncent le principe «à travail égal, rémunération égale».

160. Les dispositions juridiques en matière de sécurité et d'hygiène du travail sont les suivantes:

a) Loi générale relative au travail du 8 décembre 1942: chapitres concernant la sécurité et l'hygiène du travail et les risques professionnels;

- b) Décret d'application de la loi générale relative au travail du 23 août 1943: chapitres concernant l'hygiène et la sécurité du travail et les risques professionnels;
- c) Règlement de base concernant l'hygiène et la sécurité industrielles du 16 janvier 1951 (décret suprême n° 2348);
- d) Code de la sécurité sociale du 30 septembre 1946;
- e) Règlement du Code de la sécurité sociale du 30 septembre 1959;
- f) Loi générale relative à l'hygiène, à la sécurité sur le lieu de travail et au bien-être du 2 août 1970 (décret-loi n° 16998);
- g) Code de la santé du 18 décembre 1978 (décret suprême n° 15629).

161. Ces dispositions sont appliquées au niveau national par les services de l'administration centrale et des administrations départementales compétents, à savoir le Ministère du travail et des microentreprises, les préfetures de département, le Ministère de la prévision sociale et de la santé publique et les bureaux de la sécurité sociale.

162. Depuis peu, les fonds de pensions participent eux aussi à la collecte et au rassemblement de données statistiques sur les accidents du travail, les maladies professionnelles et les examens préalables à l'embauche.

163. En théorie, aucun groupe de travailleurs ou d'employeurs n'est exclu du champ d'application des dispositions en matière de santé professionnelle. Dans la pratique cependant, les travailleurs indépendants et tous les travailleurs temporaires sont sans protection, même si en cas d'accident lié à leur travail, ils peuvent s'adresser aux services du Ministère du travail pour bénéficier d'un suivi médical et d'une indemnisation en cas d'atteinte à leur santé.

164. Le droit au repos est réglementé par la loi générale relative au travail qui comprend les dispositions suivantes:

Article 41: Tous les jours de l'année sont considérés comme des jours ouvrables, à l'exception des jours fériés, à savoir les dimanches, les fêtes civiles et les jours chômés proclamés de temps à autre par voie de lois et de décrets spéciaux;

Article 42: Aucun travail ne peut être effectué les jours fériés, même s'agissant d'activités d'enseignement professionnel ou de travail social. Dans les centres éloignés des grandes villes, les jours fériés occasionnels peuvent être compensés par un autre jour de repos.

165. Aux termes de l'article 67 du décret suprême n° 21060, les jours fériés, au cours desquels est interrompue toute activité publique et privée, sont les dimanches, le 1^{er} janvier, le lundi et le mardi de carnaval, le vendredi saint, le 1^{er} mai, la Fête-Dieu, le 6 août, le 10 novembre, le 25 décembre et, dans chaque département, la fête locale.

Article 68: Conformément aux dispositions du décret n° 14260 du 31 décembre 1976, les jours fériés qui tombent un dimanche donnent lieu à compensation le jour ouvrable suivant immédiatement.

Article 69: Les journées consacrées à la célébration d'activités commémoratives en rapport avec l'emploi, l'activité professionnelle, la religion ou encore célébrées au niveau régional ou par des organismes ou des entreprises, publics ou privés, ne sont pas chômées. La proclamation de deuil national n'implique pas l'interruption des activités.

166. Aux termes de l'article premier du décret-règlement du 30 août 1927, «dans les chefs-lieux de département, le travail pour compte de tiers, c'est-à-dire le travail pour lequel l'ouvrier ou l'employé ne touche que son salaire ou ses appointements, est interdit le dimanche».

167. S'agissant des congés payés, l'article 44 du décret n° 3150 de 1952, modifié par l'article premier du décret suprême n° 17288 du 18 mars 1980, prévoit que les congés annuels auxquels les travailleurs ont droit sont calculés comme suit: de 1 à 5 ans d'activité: 15 jours ouvrables; de 5 à 10 ans d'activité: 20 jours ouvrables; au-delà de 10 ans d'activité: 30 jours ouvrables.

168. La formation ou la création d'un syndicat est régie par les dispositions de l'article 99 de la loi générale relative au travail, sans conditions particulières.

169. Il n'existe pas de dispositions juridiques régissant spécialement la formation de syndicats pour certaines catégories de travailleurs. Toute création de syndicat doit respecter les dispositions prévues par la loi générale relative au travail, le nombre minimum de membres étant de 20 travailleurs.

170. La Bolivie n'impose pas de restrictions à l'organisation de syndicats. Ceux-ci sont protégés par la Constitution et la loi générale relative au travail qui prévoient la liberté d'association ou d'affiliation à un syndicat aussi bien pour les employeurs que pour les employés.

171. L'État garantit à tous les Boliviens la liberté et le droit de créer des associations ou des syndicats à des fins légales pour le libre exercice des droits énoncés à l'article 150 de la Constitution politique de l'État, aux articles 99 et 120 de la loi générale relative au travail, dans le décret-règlement relatif à cette loi ainsi que dans la Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical. Il n'existe pas de restrictions ou de limitations au droit des syndicats d'exercer leur activité. Ce droit est reconnu au paragraphe II de l'article 159 de la Constitution.

172. La loi générale relative au travail contient les dispositions suivantes en matière de droit de grève:

Article 105: Le travail dans une entreprise ne peut être interrompu de manière intempestive par les travailleurs avant que tous les moyens de conciliation et d'arbitrage prévus au présent chapitre aient été épuisés; dans le cas contraire, l'action entreprise est considérée comme illégale.

Article 106: Tout syndicat ayant un différend avec les employeurs transmet à l'inspecteur du travail compétent une plainte signée par les membres de la direction du syndicat ou par la moitié plus un des travailleurs parties au conflit.

173. Le Code bolivien de la sécurité sociale consacre huit des neuf normes recommandées dans la Convention n° 102 de l'Organisation internationale du Travail concernant la norme minimum

de la sécurité sociale: maladie, maternité, risques professionnels, invalidité, vieillesse, décès, allocations familiales et logements sociaux.

174. Les dispositions du Code de la sécurité sociale régissent les prestations au titre de l'assurance sociale obligatoire et des allocations familiales. L'assurance sociale obligatoire comprend les volets maladie, maternité, risques professionnels, invalidité, vieillesse et décès. Les allocations familiales comprennent les allocations de mariage, de naissance, d'allaitement, le complément familial et les allocations pour frais funéraires.

175. Les prestations maladie pour les assurés et leurs ayants droit concernent les soins médicaux et dentaires généraux et spécialisés, la chirurgie, l'hospitalisation et la délivrance des médicaments nécessaires ainsi que le versement aux assurés d'allocations d'incapacité temporaire pendant la durée de la maladie.

176. Les allocations maternité couvrent l'assurée ou l'épouse ou la concubine de l'assuré en matière de soins médicaux et chirurgicaux, d'hospitalisation et de délivrance des médicaments nécessaires et comprennent le versement d'une allocation d'incapacité temporaire pendant la grossesse, lors de l'accouchement et au cours de la période postnatale.

177. Les prestations en espèces auxquelles l'assuré victime d'un risque professionnel a droit sont les soins médicaux et dentaires, les soins chirurgicaux et hospitaliers, la délivrance de médicaments et d'autres moyens thérapeutiques, la fourniture, réparation et rénovation de prothèses et de matériel orthopédique, le traitement adapté pour la réinsertion professionnelle.

178. Les risques professionnels se subdivisent en accidents du travail et en maladies professionnelles auxquels s'appliquent les mêmes modes de calcul pour le versement de la pension. Après un traitement médical de 26 semaines prorogeable de 26 semaines et lorsque la guérison du travailleur accidenté ou malade s'avère impossible, le médecin traitant déclare l'incapacité permanente totale ou partielle du travailleur.

179. Le seul critère de versement d'une allocation ou d'une pension est la qualification de maladie ou d'accident du travail par le service médical compétent.

180. La pension d'invalidité varie selon qu'il s'agit d'une incapacité permanente totale c'est-à-dire d'une incapacité de travail de 100 %, ou d'une incapacité permanente partielle c'est-à-dire d'une incapacité de travail déterminée par les services médicaux, de 25 à 90 %.

181. Lorsque l'incapacité est comprise entre 60 % et 100 %, le travailleur doit communiquer ses fiches de retraite. Si elle est inférieure ou égale à 10 %, le travailleur ne bénéficie d'aucune prestation. Si elle est comprise entre 10 % et 25 %, le travailleur reçoit en lieu de rente une indemnité forfaitaire équivalant à quatre annuités de la rente à laquelle l'assuré aurait eu droit.

182. En cas d'incapacité permanente totale consécutive à une maladie professionnelle, l'assuré bénéficie d'une rente mensuelle équivalant à 55 % de son salaire moyen. S'il s'agit d'une incapacité permanente partielle, il reçoit une rente représentant un pourcentage donné de la rente qui aurait été versée en cas d'incapacité permanente totale.

183. On entend par accident du travail, un accident qui se produit pendant que le travailleur effectue son travail ou exerce une activité nécessaire à ce travail et qui se traduit par la diminution ou la perte de sa capacité à travailler.

184. On entend par maladie professionnelle une condition d'évolution lente et progressive due à l'action d'agents nocifs susceptibles d'être présents sur le lieu de travail.

185. À l'heure actuelle, le taux de cotisation pour le financement de l'assurance des risques professionnels, exclusivement à la charge de l'employeur, est fixé à 1,5 % du montant total de la rémunération du travailleur.

186. L'assurance invalidité garantit aux personnes qu'une maladie ou un accident non professionnels mettent dans l'impossibilité d'obtenir une rémunération supérieure à 50 % du revenu normal d'un travailleur en bonne santé dans la même région géographique le versement d'une indemnité compensatoire mensuelle après qu'un tribunal médical a établi la réalité de l'incapacité.

187. L'assurance vieillesse garantit aux hommes âgés de plus de 55 ans et aux femmes âgées de plus de 50 ans ayant cotisé pendant au moins 15 ans une pension mensuelle représentant 30 % du salaire moyen des six derniers mois de travail plus 2 % par période de cotisation de 12 mois au-delà du minimum de 180 mois.

188. L'assurance décès garantit aux ayants droit – conjoint, enfants âgés de moins de 16 ans, parents et frères et sœurs – de l'assuré décédé, qu'il ait été en activité ou non, le versement d'une rente représentant 40 %, 20 % et 10 % respectivement de la rente d'invalidité ou de vieillesse que percevait le décédé s'il n'exerçait plus d'activité ou qu'il aurait perçue s'il était toujours en activité.

189. En application de la nouvelle loi relative aux pensions, les assurances personnelles peuvent être à court ou à long terme, par exemple, celles relatives à l'assistance médicale, aux accidents personnels et à la vie en collectivité sont des assurances à court terme, d'une durée d'un an en général. L'assurance-vie, qui est une assurance à long terme, se décompose en prestations en cas de décès, et en prestations aux survivants sous la forme, en règle générale, d'une rente viagère.

190. Les assurances obligatoires, établies par la loi, sont notamment la sécurité sociale obligatoire, qui couvre les risques ordinaires et les risques professionnels, et comprend une assurance ouvrant droit à une rente viagère, et l'assurance obligatoire relative aux accidents de la circulation.

191. Cette dernière s'applique à tous les véhicules automobiles circulant sur le territoire national; elle instaure une couverture uniforme et unique couvrant les dommages occasionnés par des accidents de la circulation dont peuvent être victimes les piétons, les passagers ou les conducteurs.

192. Il s'agit d'une assurance à caractère automatique, c'est-à-dire qu'elle est versée dans tous les cas, sous la seule réserve que le décès ou les lésions corporelles aient été effectivement occasionnés par un accident de la circulation; elle couvre les frais médicaux et assure une indemnisation en cas de décès ou d'incapacité permanente.

193. Cette assurance garantit le versement d'un capital-décès, incapacité totale permanente et frais médicaux, qui peut atteindre, au maximum, 2 300 droits de tirage spéciaux (DTS) ou l'équivalent en dollars ou en monnaie nationale, calculés au taux de change du jour où est versé le capital, soit 3 000 dollars des États-Unis environ.

194. S'agissant de la sécurité sociale obligatoire à long terme, la Direction des pensions, des valeurs et des assurances a réalisé une campagne de masse visant à sensibiliser la population aux droits, obligations et avantages qui découlent du régime des pensions établi par la loi n° 1732 du 29 novembre 1996.

195. Les personnes affiliées à ce régime doivent être convaincues que la Direction veillera en permanence au respect et à l'application correcte de la loi afin que la transparence de ce secteur soit garantie.

196. Selon cette loi, la sécurité sociale obligatoire à long terme comprend les prestations de retraite, d'invalidité et de décès.

197. Les sociétés gestionnaires de fonds de pension collectent et gèrent les cotisations des participants et se chargent de les faire fructifier. L'ensemble constitué par les cotisations et les intérêts formera le capital cumulé du participant en vue du paiement des pensions.

198. La cotisation mensuelle destinée à la retraite représente 10 % du salaire; par ailleurs, une prime mensuelle correspondant à 2 % du salaire couvre les prestations invalidité ou décès, en cas d'accident ou de maladie ordinaire. Il s'agit d'un compte collectif couvrant les sinistres, qui appartient à l'ensemble des participants et non aux sociétés gestionnaires. Une commission mensuelle correspondant à 0,5 % du salaire est versée à ces sociétés en rémunération de leurs services d'enregistrement, de recouvrement des cotisations et de versement des prestations (pensions).

199. Les travailleurs salariés cotisent et reçoivent des prestations dans la limite d'un plafond de 60 salaires minima (soit 18 000 boliviens environ au 31 décembre 1998). La cotisation minimale des indépendants équivaut à un salaire minimum national (300 boliviens à la date de publication), et ouvre droit à des prestations correspondant à un maximum de 60 salaires minima.

200. Les cotisations et primes des travailleurs, distinctes du capital des sociétés gestionnaires, demeurent la propriété exclusive des travailleurs; elles sont insaisissables par disposition de la loi.

201. Un travailleur peut prétendre au versement de la pension quel que soit son âge dès lors qu'il a accumulé sur son compte personnel, outre le montant correspondant à ses cotisations, un capital permettant de financer une pension représentant au moins 70 % de la moyenne de ses 60 derniers salaires, ou à 65 ans révolus, quel que soit le montant du capital accumulé sur son compte personnel.

202. Les sociétés gestionnaires ne peuvent absolument rien retenir de ce capital. Les prestations sont accordées par l'État, par le biais du Trésor, et versées par la société gestionnaire.

203. En cas d'incapacité totale et permanente due à un accident ou à une maladie qui n'est pas lié au travail, le participant reçoit une pension d'invalidité pour risques communs jusqu'à 65 ans. À l'âge de 65 ans, il perçoit sa pension de retraite, dont le montant correspond à l'ensemble des sommes cumulées sur son compte personnel, du fait aussi bien des versements effectués avant son invalidité que des cotisations au titre de la garantie relative aux sinistres jusqu'à l'âge de 65 ans.

204. La pension de décès est versée lorsque l'assuré décède suite à un accident ou à une maladie sans rapport avec son activité professionnelle. Son conjoint survivant reçoit une rente viagère, et des pensions temporaires sont versées aux enfants jusqu'à leur majorité. Si l'assuré était célibataire et n'avait pas d'enfant, une rente viagère est accordée à ses parents (père et mère) et des pensions temporaires sont versées à ceux de ses frères et sœurs qu'il avait déclarés comme ses ayants droit.

205. En outre, les frais funéraires donnent lieu à une indemnité forfaitaire de 1 100 bolivianos.

206. Un travailleur salarié victime d'un accident ou d'une maladie en rapport avec son activité, qui entraîne une invalidité totale ou partielle, bénéficie d'une pension d'invalidité jusqu'à 65 ans. À cet âge, il perçoit sa pension de retraite, dont le montant correspond à l'ensemble des sommes cumulées sur son compte personnel, du fait aussi bien des versements effectués avant l'invalidité, que des cotisations pour risques professionnels versées pendant que l'assuré recevait sa pension d'invalidité.

207. Les travailleurs indépendants ne bénéficient pas de pension d'invalidité pour risques professionnels, pour laquelle ils ne cotisent pas.

208. En cas de décès d'un travailleur salarié suite à un accident ou à une maladie en rapport avec son activité, une pension pour décès lié aux risques professionnels est versée, sous forme de rente viagère, à son conjoint survivant, et ses enfants bénéficient de pensions temporaires. Si l'assuré était célibataire et n'avait pas d'enfant, une rente viagère est versée à ses parents (père et mère), et une rente temporaire est accordée à ceux de ses frères et sœurs qu'il avait déclarés comme ses ayants droit. En outre, les frais funéraires donnent lieu à une allocation forfaitaire de 1 100 bolivianos.

209. Lorsqu'un assuré décède sans ayants droit, le capital cumulé sur son compte personnel est intégré à la masse successorale du défunt et est ensuite réparti conformément aux dispositions du Code civil.

210. En aucun cas et en aucune circonstance les sociétés gestionnaires ne conservent le capital cumulé sur le compte personnel de l'assuré, ni les versements effectués sur les comptes collectifs au titre des sinistres et risques professionnels.

211. À la fin de 1979 et au début de 1980, les premiers signes de la crise économique que le pays allait connaître au cours des années suivantes commencent à apparaître; ceux-ci se traduisent par de fortes dévaluations de la devise nationale, l'augmentation des prix, et une série de bouleversements entraînés par les mesures économiques de redressement adoptées ultérieurement.

212. En 1982 a été promulgué le décret suprême de «dévaluation»; cette mesure, qui a aggravé la crise économique dans le pays, a eu des répercussions considérables sur la sécurité sociale en Bolivie du fait de l'hyperinflation qui a entraîné une augmentation notable de la charge des prestations en nature non compensée par les versements, dont la valeur en termes réels ne cessait de diminuer en raison des importantes dévaluations.

213. En août 1985, en même temps qu'est promulgué le décret suprême n° 121060, sont prises diverses autres dispositions qui ont affecté et continuent d'affecter le système de sécurité sociale, concernant notamment la restructuration et la fixation des salaires gelés consolidés, avec suppression des primes et autres revenus que percevaient les travailleurs, grâce auxquels la sécurité sociale obtenait des ressources (à l'exception de la prime d'ancienneté).

214. La situation est restée inchangée jusqu'en 1987, année où ont été réalisées des réformes importantes.

215. La profonde crise des années 80 a mis en lumière l'urgente nécessité de mettre en œuvre des politiques économiques et sociales de stabilisation, permettant l'intégration du pays à l'économie de marché à partir de 1985. Les nouvelles mesures de stabilisation ont eu des incidences sur le système de sécurité sociale: ainsi, l'adoption de la loi n° 10924, du 14 avril 1987, qui établit le financement des régimes à court terme et à long terme.

216. Les modifications apportées au Code de la sécurité sociale sont notamment les suivantes: augmentation des bases salariales journalières et mensuelles pour le calcul des prestations pour incapacité temporaire et pour les assurances à long terme; création du revenu minimum vital, qui ne peut être inférieur au salaire minimum national; réajustement annuel automatique des rentes dont le paiement est en cours, en fonction des résultats de la gestion.

217. Les opérations du Trésor général de la Nation et du Secrétariat national de la santé, qui relèvent du Ministère du développement humain, se sont élevées à 99 millions de dollars des États-Unis en 1995, dont 57 millions ont été directement imputés (à hauteur de 4,1 %) au budget de l'État; le solde (soit 42 millions de dollars des États-Unis) correspond à des transferts, des pensions et des retraites. Le Trésor a fourni un complément de 83 000 dollars des États-Unis au Ministère de la défense pour l'achat de médicaments dans le cadre du programme «santé opérationnelle». Les ressources destinées à payer le personnel ont été transférées, en juin 1995, aux préfectures départementales dans le cadre de la décentralisation. Malgré une série de contraintes découlant du processus d'ajustement structurel (partage des recettes fiscales, remboursement de la dette externe, financement de projets), le pourcentage de ces dépenses financées par le budget national a augmenté de 18 % entre 1993 et 1996.

218. Parallèlement aux régimes officiels, il existe des régimes mis en œuvre par des organismes patronaux et des organisations regroupant des individus, de caractère formel ou informel avec ou sans but lucratif, dont le financement et la gestion sont privés. Le Ministère de la santé et de la prévision sociale ainsi que d'autres instances de gestion du système public sont chargés, en liaison avec d'autres administrations de l'État, de réglementer le fonctionnement de ces régimes et de veiller à ce qu'ils offrent des services fiables et efficaces, assurés par un personnel qualifié.

219. Les différentes composantes du secteur privé sont les suivantes:

a) Le secteur privé à but lucratif (prestations de soins médicaux). Bien que ce secteur jouisse d'une bonne réputation, on estime que 10 % seulement de la population y a régulièrement recours. Ce secteur enregistre une forte croissance dans les villes, et s'adapte bien aux conditions socioéconomiques des quartiers où il s'installe. Il y a lieu toutefois de déplorer que la médecine privée reste soustraite à la planification et à l'organisation du système de santé, ainsi qu'à un véritable contrôle, une partie de ses services étant utilisée par les assurances santé, et une autre partie, importante, tendant à être subventionnée par le secteur public, dans la mesure où elle en utilise les infrastructures;

b) Les services privés sans but lucratif, assurés essentiellement par les ONG; ces dernières sont nombreuses, et plus ou moins présentes selon la zone et le niveau de pauvreté de la municipalité et de la paroisse. De nombreuses ONG réalisent des activités de promotion de la santé, d'autres fournissent directement des services aux termes de contrats conclus avec les municipalités, d'autres encore aident les services locaux et les municipalités à développer leurs capacités de gestion et d'organisation (Medicus Mundi, Médecins sans frontières, Plan international, entre autres). Il existe une fédération qui regroupe et coordonne les ONG, tant nationales qu'internationales, du secteur de la santé;

c) L'Institut national des assurances de santé, organisme public décentralisé, doté de la personnalité juridique, de l'autonomie de gestion et d'un patrimoine propre, placé sous la tutelle du Ministère de la santé et de la prévision sociale, a pour objectif de veiller à ce que les régimes à court terme obéissent aux principes d'efficacité, d'économie, de qualité et d'opportunité. À cette fin, il met en œuvre, contrôle et assure le suivi des politiques et normes adoptées par le Ministère de la santé et de la prévision sociale.

220. Le projet de résolution ministérielle du 27 avril 1999 prévoit dans ses considérants la création, par le décret suprême n° 25265 du 31 décembre 1998, de l'assurance santé de base (SBS) destinée à assurer des prestations de base à l'échelle nationale.

221. Conformément aux articles 10, 13 et 15 dudit décret, les modalités d'application restent à définir en matière de population assurée, de financement, d'administration, de prestations et de coûts notamment.

222. En son chapitre premier, il traite de l'adhésion de la population assurée, de l'affiliation et de l'accès. Le chapitre 2 fixe les tarifs, ainsi que les prestations couvertes; y sont notamment précisées, à l'article 6, dans le cadre des dispositions en faveur de la femme, les prestations dans les domaines de l'information, de la prévention et des soins visant à assurer une maternité sûre et la santé du nouveau-né et à prévenir les principales complications de la grossesse et à y remédier, qui comprennent:

a) Les soins aux nouveau-nés;

b) La promotion de la nutrition et du développement infantiles;

c) La prophylaxie des maladies infectieuses, notamment des affections diarrhéiques et respiratoires aiguës, de la septicémie et de la méningite;

d) La prévention des maladies grâce à la vaccination.

223. Aux termes de l'article premier du décret de (Adhésion à la SBS):

«L'autorité municipale assure à la population de son ressort le bénéfice de la SBS, moyennant la conclusion d'un contrat d'adhésion avec le Ministère de la santé et de la prévision sociale, autorisant ce dernier à effectuer les démarches voulues auprès du Ministère des finances en vue de la déduction automatique de 6,4 % de la participation budgétaire municipale (85 %) destinée à des investissements, en tant que contribution au fonds local de péréquation des dépenses de santé qui finance la SBS.».

224. Aux termes de l'article 2 (Population assurée par la SBS):

«Sont couverts par la SBS tous les habitants du pays, dans la limite des prestations prévues dans la présente résolution ministérielle.».

225. Aux termes de l'article 3 (Affiliation à la SBS):

«a) Sont créés la carte de la SBS et le registre d'affiliation, aux fins d'identification et d'accès des usagers aux prestations de la SBS;

b) Les autorités municipales qui ont signé le contrat d'adhésion à la SBS avec le Ministère de la santé et de la prévision sociale sont chargées de l'affiliation de la population de leur ressort, à partir de la promulgation de la présente résolution ministérielle;

c) Il incombe au Ministère de la santé et de la prévision sociale, par le biais de l'Unité nationale de gestion de l'assurance de base et des services départementaux de santé, de fournir en permanence les registres d'affiliation et les cartes d'assurés aux autorités municipales;

d) Les autorités municipales peuvent déléguer l'affiliation en remettant les registres et cartes aux établissements de santé publics et de sécurité sociale, aux équipes de gestion des districts de santé, et moyennant accord préalable, à des organisations de la société civile faisant partie du réseau de prestations de services de la SBS.».

226. Aux termes de l'article 4 (Accès aux services SBS):

«a) L'accès à la SBS s'effectue par le biais de l'établissement du premier niveau. Au cas où il n'existerait pas dans la localité concernée de services de premier niveau, l'accès peut s'effectuer par l'intermédiaire de tout établissement adhérent à la SBS;

b) L'accès de patients du deuxième et du troisième niveau s'effectue sur envoi des établissements du premier niveau;

c) La prise en charge est immédiate et obligatoire, quel que soit le niveau de soins, en cas d'urgence en ce qui concerne les prestations de la SBS.».

227. En Bolivie, on distingue, sur le plan conceptuel, la sécurité sociale à court terme et la sécurité sociale à long terme. La sécurité sociale à court terme se compose d'un ensemble de prestations de santé, accordées par la Caisse nationale de santé et autres caisses de santé associées, comprenant notamment les prestations médicales maladie et maternité. Les bénéficiaires de ce système sont les cotisants qui appartiennent au secteur structuré de l'économie, c'est-à-dire soit des travailleurs qui sont placés sous le régime de la loi générale sur le travail, soit des fonctionnaires. En 1995, selon les chiffres de l'Institut national de la statistique (INE), 23 % de la population totale bénéficiaient de la sécurité sociale à court terme.

228. La sécurité sociale à long terme concerne un ensemble de prestations de prévoyance, (prestations d'invalidité, de vieillesse, de décès, notamment, et prestations relatives aux risques professionnels). Le système de pension est actuellement en cours de réforme; on passe en effet d'un système de solidarité ou de capitalisation collective à un système de capitalisation individuelle. En 1995, 18 % de la population bénéficiaient de la sécurité sociale à long terme. Les chiffres concernant la population couverte sont des chiffres agrégés; on ne dispose pas d'informations ventilées selon d'autres variables, notamment le sexe, le groupe ethnique, etc.

229. Il convient de prendre les mesures nécessaires pour faire de la SBS un système fonctionnant à l'échelle nationale conformément aux objectifs fixés par le modèle de gestion du système bolivien de santé, aux directives énoncées dans le Plan stratégique de santé et aux orientations qui découlent du processus de réforme du système de santé. Par ailleurs, il faudra également tenir compte de l'expérience acquise en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement du système d'assurance de santé préexistant. Les modalités de fonctionnement de la SBS doivent être clairement définies, de même que les différents niveaux de gestion et de soins, ainsi que leur articulation.

230. Le système bolivien de santé prévoit à plusieurs niveaux: équipe de santé familiale communautaire; poste de santé familiale; centre de santé familiale.

231. Dans le cadre politique concernant l'assurance médicale de base (SBS), on trouve l'unité normative de planification, de suivi et d'évaluation au niveau central, relevant de l'unité nationale de gestion de la SBS, qui sera créée à cette fin et placée sous la tutelle du Vice-Ministère de la santé, au sein du Ministère de la santé et de la prévision sociale, ainsi que des unités départementales de coordination opérationnelle et d'administration, qui relèvent des unités départementales de gestion de la SBS, dépendantes des services départementaux de santé à l'échelon central et au niveau de leurs unités déconcentrées dans les districts de santé.

232. Les prestataires mentionnés à l'article 8 du décret sont les autorités municipales, en ce qui concerne le contrôle, le financement, la participation à la gestion du fonds local de péréquation des dépenses de santé, et les questions juridiques.

233. Compte tenu des faibles niveaux de couverture du régime de sécurité sociale à court terme, le Gouvernement met en œuvre un certain nombre de mesures de politique générale destinées à étendre la fourniture de services élémentaires de santé à l'ensemble de la population. La mise en place de la SBS vise ainsi à établir un système d'assurance solidaire qui permette d'organiser, de réglementer et de financer un ensemble de prestations rentables, qui s'inscrivent dans le cadre de la santé primaire.

234. Les activités de la SBS seront contrôlées par la Banque mondiale, son principal bailleur de fonds, au cours des cinq prochaines années, par le biais d'indicateurs de résultat des prestations d'assurance.
235. Pour leur part, les gestionnaires de fonds de pensions, institutions chargées d'administrer les contributions de sécurité sociale à long terme dans le cadre du nouveau système de capitalisation individuelle, ont la tâche difficile de faire bénéficier de la sécurité sociale à long terme d'importants groupes de population qui exercent leurs activités dans le secteur informel, et d'étendre le système.
236. L'article 6 v) du décret portant création de la SBS prévoit que les soins doivent s'adresser à la population en général; ces soins comprennent des traitements à la fois préventifs et curatifs destinés à améliorer la santé sexuelle et génésique, ainsi qu'à lutter contre les maladies.
237. Les personnes qui ne sont pas obligatoirement assurées, de manière temporaire ou définitive, à titre individuel ou collectif, pourront s'affilier à l'une des caisses d'assurances existantes, pour la maladie, la maternité et les risques professionnels à court terme.
238. S'agissant de l'assurance maladie volontaire, les différentes caisses ont des règlements particuliers. La cotisation mensuelle d'assurance maladie correspond à 10 % du montant des trois salaires minima qu'a touchés l'assuré.
239. Le Code de la sécurité sociale protège les droits des travailleurs assurés.
240. D'après des informations recueillies entre 1994 et 1997, le Plan Vie et l'assurance materno-infantile ont apporté des progrès en matière de planification de la famille, de santé sexuelle et génésique et de dépistage du cancer du col de l'utérus.
241. De même, l'assurance nationale de la mère et l'enfant, créée en 1996, a apporté un ensemble de prestations aux femmes enceintes, aux nouveau-nés et aux enfants de moins de 5 ans dans tout le pays, et le Plan stratégique de santé est le principal instrument de la politique conduite dans ce secteur; il contient non seulement des lignes directrices essentielles mais définit un modèle de soins de santé et tient compte des sexospécificités dans toutes ses politiques.
242. Dans ce cadre, le Programme national pour la santé sexuelle et génésique a quant à lui pour objectif de remédier aux inégalités sexospécifiques.
243. La SBS couvre les services de santé du secteur public, des caisses de santé, des organisations non gouvernementales et des organisations affiliées.
244. Dans ce contexte, le Vice-Ministère de la condition féminine, des relations entre les générations et de la famille a axé son action sur la formation de professeurs de médecine, de nutrition et de soins infirmiers ainsi que de professeurs en charge du diplôme de troisième cycle en santé publique de la Universidad Mayor de San Andrés de La Paz. Le but était de créer des partenariats avec le réseau ADA et l'organisation non gouvernementale dénommée Fédération internationale pour le planning familial et, dans le cadre du sous-programme de santé sexuelle et génésique financé par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP),

de mettre en place, outre des actions concernant d'autres secteurs, des programmes de formation des communicateurs.

245. Le Vice-Ministère de la condition féminine, des relations entre les générations et de la famille a un programme pédagogique sur les sexospécificités et la santé dans les secteurs concernés, qui porte sur des questions de gestion et d'épidémiologie en tenant compte des sexospécificités, et comprend des modules sur la santé sexuelle et génésique et de la qualité des soins.

246. Sur la base du Plan national de prévention et d'éradication de la violence à l'égard des femmes s'établit le Programme de prévention de la violence contre la femme et la fillette, qui permet d'incorporer la lutte contre la violence à titre prioritaire dans le Plan stratégique de santé.

247. Au sein de la société civile, se constituent des groupes de travail sur les thèmes de la grossesse non désirée, de l'avortement et de la masculinité dans trois des principales villes du pays, groupes qui à leur tour mènent des campagnes «Pour le droit d'en parler», favorisant le débat public sur des thèmes tels que l'avortement et rappelant les engagements pris à Beijing.

248. Le 27 janvier 2002 entrera en vigueur l'assurance de base pour les autochtones et originaires, qui permettra d'offrir des prestations médicales gratuites dans les zones rurales sur la base du programme de la SBS.

MESURES CONCRÈTES ADOPTÉES POUR FAIRE BAISSER LES TAUX DE MORTALITÉ MATERNELLE ET INFANTILE

249. Le plan général de développement économique et social 1997-2002 repose sur quatre éléments: l'opportunité, l'équité, l'institutionnalisation et la dignité; il contient des orientations claires sur la santé en général et la santé sexuelle et génésique en particulier. L'équité est l'élément qui concerne l'élaboration des politiques de formation et de soins intégrés: a) alimentation et nutrition de base; b) promotion de la santé et médecine préventive; c) soins de santé primaires pour tous; d) santé sexuelle et génésique mettant l'accent sur les adolescents; e) contrôle et surveillance des maladies endémiques; et f) éducation initiale. Le but essentiel en matière de santé sexuelle et génésique est d'améliorer les conditions d'accès à la santé, d'adapter les services de santé génésique au contexte socioculturel des personnes et de contribuer au développement intégral des adolescents.

250. Le Plan national du Programme national de soins intégrés pour les femmes et la santé sexuelle et génésique (PRONAIMSSER) élaboré en 1998 regroupe les initiatives de différents secteurs concernant la santé sexuelle et génésique de la population bolivienne. Conformément aux grandes lignes stratégiques du Plan stratégique de santé, il a pour objectif d'inciter les hommes, les femmes et les adolescents à exercer davantage leurs droits en matière de santé sexuelle et génésique.

251. Ce plan a servi de point de départ à la collaboration intersectorielle entre le Ministère de la santé et de la prévision sociale, le Ministère du développement durable et de la planification (Vice-Ministère de la condition féminine, des relations entre générations et de la famille) et le Ministère de l'éducation, de la culture et des sports (Vice-Ministère de l'éducation alternative et Vice-Ministère de l'éducation formelle) à la mise au point d'aspects de santé

sexuelle et génésique de vastes projets de coopération internationale et à la création du Forum national pour la santé sexuelle et génésique.

252. L'un des indicateurs de l'impact du Plan et le Programme de santé sexuelle et génésique sera la mortalité maternelle, qu'il devrait réduire à 250 pour 100 000 naissances vivantes (soit d'environ 35 % par rapport aux estimations issues de l'enquête nationale sur la démographie et la santé de 1994).

253. Les mesures adoptées sont les suivantes:

- a) Gestion et direction: garantir la réalisation des buts et objectifs et assurer la viabilité à moyen et long terme de ses activités;
- b) Logistique des fournitures, des intrants et des médicaments: la livraison des intrants en temps voulu constitue un élément fondamental de la qualité de la prestation de services;
- c) Formation continue et éducation permanente compte tenu des besoins actuels et futurs du personnel de santé en termes de motivation, de services adaptés aux sexospécificités et aux générations, de dialogue interculturel, et de capacité de résoudre des problèmes, et adoption d'une culture de la qualité orientée sur la satisfaction des utilisateurs;
- d) Information, éducation et communication: conformément aux besoins et aux demandes des différents groupes de population, communication avec les groupes de population, petits ou grands, et avec les personnes;
- e) Prestation de services intégrés, couvrant la demande quant à la promotion, à la prévention, aux soins et à la réadaptation;
- f) Organisation et mobilisation de la communauté et des municipalités, qui permette de créer des services et programmes fonctionnant en gestion mixte ou en cogestion pour en assurer la viabilité;
- g) Études s'intéressant aux problèmes qui se posent au niveau de la population et des services, et permettant ainsi de recueillir des renseignements sur le comportement professionnel du personnel, ce qui en fait une recherche tournée vers l'action.

254. L'assurance médicale de base créée par le décret suprême n° 25265 de décembre 1998 constitue un ensemble élargi de services de santé de base pour l'enfant, la femme et la population en général, offerts par le réseau de services publics du Ministère de la santé et de la prévision sociale, de la Caisse nationale de santé et d'autres institutions. Dans le but de réduire la mortalité infantile et maternelle, la SBS tente de faciliter l'accès de l'ensemble de la population bolivienne à la santé et de fournir des prestations de base de qualité et culturellement adaptées.

255. Plan d'action de la composante des interventions stratégiques localisées (Cielo). Créé en vue de consolider les mesures d'appui à la valorisation du personnel de santé au bénéfice de la population de 17 districts prioritaires. Il comprend les mesures suivantes:

- a) Formation continue aux compétences cliniques et de gestion: formation de médecins, d'infirmières et d'aides-soignantes à des actes obstétricaux de base dans les 17 districts

considérés comme prioritaires à cause de leurs taux de mortalité maternelle qui sont les plus élevés du pays. Sont également dispensés des cours d'administration et de logistique sur la gestion des approvisionnements et fournitures;

b) Supervision et gestion du réseau de soins obstétricaux et néonataux en vue de faire respecter les normes établies et de fournir l'assistance technique. Organisation de l'orientation et de la réorientation des patients;

c) Initiation des chefs communautaires au dépistage des risques obstétricaux et néonataux et à l'orientation des patients;

d) Initiation des adultes et des couples aux soins obstétricaux et à la planification de la famille;

e) Appui à l'établissement de comités d'analyse des informations communautaires;

f) Réunions par secteur de la communauté, en vue de l'organisation du réseau de transport et de communication en cas d'urgence obstétricale ou néonatale;

g) Rencontres des personnels des services de santé avec les chefs communautaires en vue d'améliorer la qualité des soins.

256. En ce qui concerne la réduction de la mortalité infantile, les mesures concrètes suivantes ont été adoptées:

a) L'assurance médicale de base qui donne un rang de priorité élevé à la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME);

b) Objectif pour 2002; initiative proposée par l'Organisation panaméricaine de la santé et d'autres organismes internationaux, répond à l'engagement pris au Sommet des Amériques de réduire de 50 % la mortalité des enfants de moins d'un an, grâce à la mise en œuvre de la stratégie PCIME au sein de la communauté et des services de santé;

c) Le Plan stratégique de soins infantiles intégrés comprend:

i) Le renforcement de l'assurance médicale de base: contrôle de la mise en œuvre de la PCIME dans les services de santé; processus d'amélioration de la qualité des soins dispensés aux moins de 5 ans; renforcement du sous-système de logistique et d'approvisionnement; évaluation périodique du processus et des résultats;

ii) La capacité de résoudre les problèmes au premier niveau de soins: amélioration des compétences nécessaires à la prestation des soins de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME); visites de suivi et surveillance au niveau local; révision de l'organisation des services et des districts pour assurer les soins intégrés; gestion des médicaments et des approvisionnements; introduction de la stratégie de PCIME dans les centres de formation du personnel de santé;

- iii) Le ciblage des interventions: définition de zones épidémiologiques prioritaires par départements, provinces et municipalités;
- iv) Le programme de soins infantiles intégrés dans la communauté: mise en place communautaire d'un programme de PCIME destiné aux agents de santé communautaires; mobilisation communautaire pour la survie des enfants de moins de 5 ans; information, éducation et communication en vue de changer les comportements et promotion des meilleures pratiques en matière de soins destinés aux enfants de moins de 5 ans au sein des familles et de la communauté; surveillance de la mortalité des enfants de moins de 5 ans dans les services de santé et de la communauté;
- v) Engagements en faveur d'actions pour l'enfance aux niveaux national et local: recherche de partenaires stratégiques; renforcement des comités interorganisations et interinstitutions aux niveaux local et national; canalisation des ressources.

257. En 1989, le taux de mortalité maternelle a atteint 416 pour 100 000 naissances vivantes (ENDSA 1989).

258. D'après l'estimation issue de l'enquête nationale de 1994 sur la population et la santé, le taux de mortalité maternelle a été de 390 pour 100 000 naissances vivantes pendant la période 1989-1994.

259. Dans les régions urbaines, ce taux a été de 262 pour 100 000 naissances vivantes et, dans les régions rurales, de 563 pour 100 000.

260. Dans la région de l'Altiplano, ce taux a atteint 591 pour 100 000 (346 pour 100 000 dans les zones urbaines et 929 pour 100 000 dans les zones rurales). Dans la région de Valle, il était de 286 pour 100 000, et dans celle de Llano, de 166 pour 100 000).

261. Dans 61,7 % des cas, le décès est survenu pendant la grossesse, dans 22,8 % lors de l'accouchement et dans 15,5 % au cours de la période puerpérale.

262. La majorité des décès ont lieu au domicile des personnes concernées.

263. Actuellement, l'on ne dispose pas de données sur la mortalité maternelle car l'enquête nationale de 1998 sur la population et la santé n'en a pas fait état. Il faudra donc attendre le prochain recensement pour les connaître et mesurer l'effet des mesures prises.

264. Évolution de la mortalité infantile par période quinquennale et prévisions pour 2002:

1983-1988: 89 pour 1 000 naissances vivantes

1988-1993: 75 pour 1 000 naissances vivantes

1993-1998: 67 pour 1 000 naissances vivantes.

265. Des données ne sont pas disponibles à part celles du recensement national de la population et du logement de 2001.

266. Les politiques et programmes de contrôle de la natalité ne sont pratiquement plus pris en compte dans le pays car le concept de contrôle de la natalité comporte des connotations qui vont bien au-delà du droit des personnes, en l'occurrence les femmes, de se déterminer et de décider librement, et répondent à des conceptions qui imprègnent les politiques de population qui visent d'une part à abaisser les niveaux de pauvreté des pays du tiers monde et, d'autre part, à réduire leurs indicateurs démographiques en adoptant des politiques fiscales, par le biais de programmes d'appui comme «l'Alliance pour le progrès», qui ont été dénoncés dans diverses conférences internationales sur la population. Les programmes fondés sur leurs recommandations n'ont eu aucun effet dans les pays du tiers monde dans les années 60 et suivantes.

267. À l'heure actuelle, les différents programmes et politiques répondent aux recommandations adoptées lors des conférences internationales, surtout les dernières, telles que la Conférence internationale sur la population et le développement, tenue au Caire, en 1994, et confirmées à Beijing, en 1995, qui voient le jour dans les projets nationaux.

268. Les progrès conceptuels concernant la santé génésique et sexuelle font apparaître clairement les liens entre ces deux concepts, par exemple dans le cas des maladies sexuellement transmissibles et la santé maternelle infantile. La qualité des services de santé comporte de multiples aspects complexes liés à leur contenu conceptuel.

269. Des organismes comme le FNUAP et des centres de santé privés comme le CIES, PROSALUD, CARE, la Fundacion San Gabriel, SERVIR et d'autres mettent surtout l'accent, sur la recherche de stratégies d'éducation sexuelle et génésique pour assurer la formation intégrale des enfants et des adolescents en leur fournissant des informations scientifiques et des éléments de réflexion qui leur permettent d'intégrer la sexualité pleinement, de façon enrichissante et saine dans toutes les étapes de leur vie. La planification de la famille est utilisée comme instrument de contrôle de la fécondité. Le droit de prendre des décisions concernant son propre corps s'inscrit dans la politique qui est appliquée et diffusée dans les domaines tant public que privé.

270. Dans le cadre des comités départementaux de santé sexuelle et génésique ont été créés les groupes de travail sur la santé, l'éducation et les sexospécificités qui ont des tâches d'information, d'éducation et de formation. Le Service départemental de l'éducation, le Service départemental de la santé et les unités départementales sur les sexospécificités participent aux travaux de ces comités.

271. Il n'existe aucun programme ou politique de contrôle de la natalité. Par contre, il existe des politiques et programmes de planification de la famille, considérée comme le droit du couple de décider du nombre d'enfants qu'il désire et de choisir le moment de les concevoir, qui sont effectivement appliqués. L'État n'applique pas de politique de contrôle de la natalité.

272. L'éducation sexuelle s'inscrit dans les activités de formation du programme de santé sexuelle et génésique. Le Code de l'enfant et de l'adolescent établit des mesures de protection, de prévention et de soins intégrés que l'État et la société doivent garantir à tout enfant ou adolescent afin d'assurer son développement physique, mental, moral, spirituel, émotionnel et social dans des conditions de liberté, de respect, de dignité, d'équité, conformément aux articles 177, 193 et 195 de la Constitution.

273. En outre, l'article 5 dispose que «les enfants et les adolescents, en tant que sujets de droit, jouissent de tous les droits fondamentaux et de toutes les garanties constitutionnelles inhérentes à toute personne, sans préjudice de la protection intégrale qui leur est due [...]. L'État doit garantir dans la loi ou par d'autres moyens toutes les possibilités et facilités tant aux femmes qu'aux hommes, afin de permettre leur développement intégral dans des conditions d'égalité et d'équité».

274. L'entité gouvernementale chargée des politiques relatives aux enfants et aux adolescents est le Ministère du développement durable et de la planification qui agit par l'intermédiaire du Vice-Ministère de la condition féminine, des relations entre les générations et de la famille. À cette fin, on est en train de créer le conseil national de l'enfance et de l'adolescence qui a un rôle de proposition, de consultation et d'évaluation des politiques et fournit des services légaux aux enfants et aux adolescents sur le territoire national.

275. Au niveau départemental, on est en train de créer le Conseil départemental des préfectures dans lesquelles fonctionnent les commissions de l'enfance et de l'adolescence, qui auront un rôle de proposition et de contrôle des politiques et services de soins destinés aux enfants et aux adolescents de chaque département, conformément aux dispositions de l'article 176 du Code.

276. Dans les municipalités, les services de défense de l'enfant et de l'adolescent permettent de traiter les plaintes gratuitement et de façon spécialisée, conformément aux dispositions du Code de l'enfant et de l'adolescent.

277. Les services de défense de l'enfant et de l'adolescent traitent les affaires concernant les «criaditos» (enfants domestiques) depuis qu'ils constituent des instances de dénonciation et de secours. L'article 196 du Code prévoit que leur mission est la suivante:

a) Présenter aux autorités compétentes des plaintes concernant les infractions ou délits portant atteinte aux droits d'enfants et d'adolescents, lorsqu'ils défendent ces derniers devant les instances administratives ou judiciaires, sans avoir besoin d'être mandatés pour le faire;

b) Connaître de la situation des enfants et des adolescents qui se trouvent dans des établissements publics ou privés ou des centres locaux relevant de leur juridiction, dans lesquels travaillent, vivent ou se regroupent des enfants et des adolescents et, le cas échéant, engager les démarches administratives nécessaires pour assurer la défense de leurs droits;

c) Intervenir lorsqu'il y a conflit entre les droits des enfants ou des adolescents et ceux de parents, tuteurs, responsables ou de tiers, afin de faire prévaloir l'intérêt supérieur des enfants.

278. À cela s'ajoutent d'autres dispositions du Code de l'enfant et de l'adolescent, ce qui ne constitue pas, néanmoins, une solution intégrale aux problèmes auxquels se heurtent nombre d'enfants et d'adolescents, raison pour laquelle l'organisation non gouvernementale «Defensa de los Niños Internacional», qui a des bureaux dans les départements, suit le traitement d'affaires liées au respect des droits de l'homme dans le cadre des conventions internationales, en plus des autres organisations qui s'occupent plus spécifiquement de cette question. Cependant, la procédure étant très longue, il est envisagé de la remplacer par un ensemble de mesures de prévention et par des sanctions.

279. Aux termes du Code de l'enfant et de l'adolescent, les services de défense compétents s'organisent et fonctionnent conformément aux caractéristiques et à la structure administrative de la municipalité concernée, délèguent des fonctions à des bureaux de district ou de canton, selon la densité de la population, leurs unités territoriales et leurs propres caractéristiques, ainsi que les accords conclus conformément au régime de communauté. Simultanément, un travail en coordination s'établit entre les services de défense de l'enfant qui, avec le concours des municipalités, s'intéressent aux ressources budgétaires, à l'infrastructure, aux ressources humaines et professionnelles, en privilégiant la formation permanente.

280. Par ailleurs, la prévention et l'atténuation des risques liés à la qualité de l'habitat et les systèmes d'intervention d'urgence devront entrer dans la formation d'un système national de sécurité des établissements humains, grâce à des mécanismes fondés sur les communautés, qui viseront à collaborer activement à l'amélioration de l'environnement, afin de revaloriser la participation du sujet social à l'amélioration de son habitat.

281. De même, l'aménagement des communautés situées en zone endémique afin d'éradiquer des maladies telles que celle de Chagas, le paludisme, le choléra et d'autres maladies est la principale méthode d'intervention appliquée dans les zones ayant des indicateurs de pauvreté élevés, par le biais de l'assistance technique et de subvention pour l'amélioration du logement.

282. Le Conseil national de sécurité alimentaire n'entreprend qu'un nombre très restreint d'activités telles que la prévention des risques et les interventions précoces, qui ne touchent pas les plus pauvres. Cette partie de la population, en particulier dans les zones rurales et les communautés autochtones, ne bénéficie pas de services de soins nutritionnels. Il existe également un autre conseil, le CIAN qui relève du bureau de la première Dame de la Nation.

283. Pour élever le niveau de vie des plus pauvres, il faudrait renforcer l'alimentation traditionnelle et la médecine locale et éviter de distribuer des dons alimentaires excessifs et d'introduire des coutumes occidentales inadaptées. Il faudrait soutenir les modes de subsistance viables dans chaque région en tirant partie de leur grande biodiversité en aliments et plantes médicinales.

284. Les aliments semi-finis d'origine locale et les plantes médicinales peuvent créer des emplois et aider à prendre soin de l'environnement.

285. La politique nationale actuelle relative au logement et aux services de base a été créée en décembre 1997, pendant les cinq premiers mois du gouvernement du général Hugo Banzer Suárez, dans le cadre de l'élément du Plan gouvernemental de développement économique et social relatif à l'équité, dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie de la population, en particulier des groupes pauvres, en assurant l'égalité des chances par l'accès à des revenus plus importants qui permettent de subvenir de façon satisfaisante aux besoins essentiels.

286. L'objectif stratégique qui sous-tend cette politique est de garantir l'accès à un logement décent, élément de référence utilisé pour établir les ordres de priorité entre les politiques. Ces dernières visent à donner largement accès au logement à des conditions adéquates, dans un environnement sain et dans le respect des valeurs et cultures ancestrales, facteurs importants pour vaincre la pauvreté et prétendre à un développement intégral de l'être humain.

287. En conséquence, la politique appliquée est la suivante: a) promouvoir l'élargissement préservant et améliorant la qualité des services de base; b) promouvoir l'accès à un logement décent; c) améliorer la qualité des quartiers et des communautés.

288. La politique de promotion visant à élargir les prestations en maintenant et en améliorant la qualité des services de base a pour but de développer les services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les zones urbaines en général, en mettant l'accent sur les zones urbaines marginales et les zones rurales, afin d'inverser les taux élevés de morbidité et de mortalité infantiles dus au manque de services d'eau potable et d'élimination des eaux usées et des déchets solides.

289. Le maintien et l'amélioration de ces services ont une importance prioritaire pour améliorer la qualité de vie et la sécurité de la population.

290. Conformément à la politique visant à améliorer les quartiers et les communautés, l'accent sera mis sur les programmes d'assainissement de base dans les zones urbaines en donnant la priorité aux quartiers des zones périphériques accueillant une forte proportion de migrants, et aux villes moyennes.

291. La politique de promotion de l'accès à un logement décent vise à améliorer la qualité du logement des personnes les plus défavorisées tant dans les zones urbaines marginales que dans les zones rurales. Elle vise à créer les conditions de base nécessaires à la reproduction de la force de travail, à élever la productivité et à fournir un espace sain et culturellement adéquat à la famille.

292. On s'efforce d'élargir l'accès au crédit afin d'améliorer le logement des groupes à bas revenu grâce à des mécanismes transparents et pratiques, en encourageant l'exécution des obligations hypothécaires par le biais des institutions financières existantes et de sociétés d'émission de titres.

293. La politique relative au logement peut être représentée fidèlement dans un triangle comprenant l'épargne, le crédit et les subventions, qui permet aux groupes les plus pauvres d'accéder à des moyens de financement du logement.

294. On encouragera une politique d'épargne et de crédit en faveur du logement social assortie d'une assistance technique, qui visera essentiellement à améliorer le logement (eau potable, égouts, équipements sanitaires), à agrandir le logement et à construire des logements progressivement afin de réduire le surpeuplement de l'habitat.

295. La mise en coopérative du Programme national de subventions permettra aux personnes de revenu modeste d'accéder au logement grâce à des ressources provenant du Trésor public, des ressources externes, des contributions patronales et à l'excédent apporté par la liquidation de portefeuilles et d'actifs du Fonds de logement social, par l'intermédiaire du système de financement et en fonction du niveau de revenu de la population la plus nécessiteuse.

296. La promotion de la régularisation et de la légalisation de la propriété dans les zones urbaines marginales avec la participation des municipalités et des communautés devient un facteur important de l'accès au crédit car elle permet non seulement d'accéder à un logement

décent grâce à des garanties hypothécaires, mais apporte en outre une solution au problème de la marginalité et de l'insécurité juridiques en matière de propriété foncière en zone urbaine.

297. Par ailleurs, il est nécessaire de promouvoir l'approbation du Cahier des charges national unique du bâtiment pour adapter les méthodes de construction aux caractéristiques sociales et culturelles de chaque région, pour faire respecter, par exemple, les valeurs historiques et culturelles des peuples autochtones.

298. La réalisation de systèmes cadastraux urbains et d'un cadre juridique et normatif qui facilitera, orientera et réglementera l'administration du développement des municipalités urbaines permettra à l'État de faire avancer les processus d'aménagement optimal du territoire.

299. L'amélioration des communautés et des quartiers constitue une partie importante des processus de promotion de la citoyenneté active car elle contribue à ce que ces lieux deviennent des instruments de gestion sociale du développement de la démocratie.

300. Ces processus intégrés de participation sociale constituent, avec la planification participative, les fondements de l'action menée en faveur d'un habitat décent respectueux de l'identité des personnes.

301. L'amélioration des quartiers, par l'intermédiaire des associations de quartiers actives dans les zones urbaines marginales et celle des communautés, par le biais des organisations communautaires agissant dans les zones rurales avec la participation de l'État, constitue des facteurs fondamentaux de l'action visant à améliorer la qualité de vie de la population.

302. Par ailleurs, la prévention et l'atténuation des risques liés à la qualité de l'habitat et les systèmes d'intervention d'urgence devront entrer dans la formation d'un système national de sécurité des établissements humains grâce à des mécanismes fondés sur les communautés, qui viseront à collaborer activement à l'amélioration de l'environnement afin de revaloriser la participation du sujet social à l'amélioration de son habitat.

303. De même, l'amélioration des communautés situées en zone endémique afin d'éradiquer des maladies telles que celle de Chagas, le paludisme, le choléra et d'autres maladies est la méthode principale d'intervention appliquée dans les zones ayant des indicateurs de pauvreté élevés, par le biais de l'assistance technique et de subventions pour l'amélioration du logement.

304. Le Gouvernement bolivien, conformément à ses engagements, a entrepris un processus de renforcement du Plan national d'alphabétisation pour la vie et la production, qui concerne principalement les régions de Potosí, Chuquisaca et Cochabamba, et a associé les départements de Santa Cruz, Oruro et La Paz à la dynamique de coopération interinstitutions entre les préfectures, les municipalités, l'UNICEF, l'Organisation des États américains (OEA) et le Ministère de l'éducation, de la culture et des sports.

305. À ce jour, 200 000 personnes ont été alphabétisées au niveau national et 400 coordonnateurs et 8 000 alphabétiseurs ont été formés à l'utilisation de méthodes et de matériel d'alphabétisation.

306. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a octroyé à la Bolivie le Prix international d'alphabétisation Malcolm Adiseshiah pour 2000,

au titre du projet d'alphabétisation bilingue quechua-espagnol sur la santé génésique mis en œuvre dans les régions de Chuquisaca et Potosí.

307. Avec l'appui financier de l'OEA, 450 alphabétiseurs ont été formés dans le département de Santa Cruz en vue d'entreprendre un processus d'alphabétisation des peuples autochtones de la région. Cette expérience sera répétée, à l'aide de ressources propres, dans les départements d'Oruro et de La Paz en 2001.

308. Une stratégie pour l'éducation de base des jeunes et des adultes reposant sur des modules d'étude a été mise au point en vue de faciliter la continuité de l'apprentissage des personnes qui ont suivi un programme d'alphabétisation dans les différentes zones du pays.

309. Le 7 juillet 1994, le Code de l'éducation bolivienne, établi en 1955 par la loi n° 1565 sur la réforme de l'éducation, a été modifié pour assurer la transformation constante du système national d'éducation en fonction des intérêts du pays, selon un processus planifié, continu et de longue haleine.

310. La nouvelle loi dispose notamment que l'éducation est universelle car tout Bolivien a le droit à l'égalité de chances, et a reconnu l'hétérogénéité socioculturelle du pays sans restrictions ni discriminations liées à l'ethnie, la culture, la religion ou la condition sociale, l'état physique, mental ou sensoriel, le sexe, la croyance ou l'âge.

311. De même, la réforme de l'éducation, qui est en cours d'application, a pour but de parvenir à la démocratisation des services d'éducation en assurant la scolarisation de tous au niveau primaire, et en donnant la priorité aux femmes et aux groupes défavorisés.

312. En conséquence, afin de répondre principalement aux besoins des groupes marginalisés et conformément à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le système national d'éducation met en place l'éducation alternative dont les concepts et les programmes sont présentés dans les sections suivantes:

L'ÉDUCATION ALTERNATIVE

313. L'éducation alternative est un programme du système national d'éducation, qui a été établi par la loi n° 1565 du 7 juillet 1994 en vue d'assurer l'égalité des chances dans le domaine de la formation classique et scientifique et de la formation technique et professionnelle aux personnes qui, pour différentes raisons, n'ont pas commencé des études ou ne les ont pas terminées afin qu'elles bénéficient de façon productive du développement individuel et social grâce à la diffusion participative des connaissances visant à adapter et optimiser les expériences sociales et productives, les valeurs, les aptitudes et les attitudes culturelles.

CENTRE INTÉGRÉ MUNICIPAL (CIM)

314. Le centre intégré municipal fournit une méthode d'éducation participative et constructive pour la formation fonctionnant dans et pour la communauté, et constitue un facteur de changement s'inscrivant dans un cadre municipal et adapté à une véritable participation populaire.

315. Il s'agit d'un espace polyvalent d'éducation intégrale et permanente, socioculturelle, productive et professionnelle, classique et scientifique, qui facilite le développement des capacités personnelles et sociales dans un cadre de coordination et de coopération interinstitutionnelle et intersectorielle, répondant à des initiatives publiques, privées et locales.

316. Il s'agit d'une gamme d'activités d'éducation alternatives destinées aux enfants et aux adolescents, aux jeunes, aux adultes, aux personnes âgées et aux travailleurs qui ont quitté l'école ou ne sont jamais entrés dans le système classique d'éducation. En conséquence, le CIM offre une formation technique et professionnelle comportant des programmes d'éducation des adultes et d'alphabétisation, d'éducation des jeunes, d'éducation spéciale et d'éducation communautaire.

317. Le développement du CIM d'éducation alternative est garanti par la formation permanente des formateurs par les ressources techniques fournies par la municipalité.

PLAN D'ALPHABÉTISATION

318. L'alphabétisation est le commencement d'un processus d'éducation continu qui, dans le cadre d'activités interculturelles et linguistiques, favorise les processus d'apprentissage de la lecture, de l'écriture et de techniques du calcul de base pour faciliter la résolution des problèmes et créer les compétences et savoir-faire qu'exige le marché du travail.

319. Le plan s'adresse aux jeunes et aux adultes ayant une éducation insuffisante, qui vivent au seuil de la pauvreté, en particulier les femmes et les populations autochtones, dans les zones rurales et périurbaines du pays.

PROGRAMME D'ÉDUCATION DES ADULTES

320. Il s'agit d'un programme de formation permanente et intégrale des adultes en tant que participants à la transformation de la société. Il favorise l'utilisation de méthodes, de procédés et de techniques permettant aux sujets de participer activement à leur émancipation et axés sur l'utilisation rationnelle des ressources humaines, financières, infrastructurelles et matérielles ainsi que la science et la technologie.

PROGRAMME D'ÉDUCATION ALTERNATIVE DES JEUNES

321. Il s'agit d'un programme d'éducation destiné aux enfants, aux adolescents et aux jeunes en situation de risque social qui travaillent et vivent dans les rues. On entend par risque social les situations de pauvreté, d'abandon, de mauvais traitements, d'exploitation, d'inégalité, d'exclusion, du système d'éducation ou les conditions d'étude inadaptées aux besoins de ces personnes sur les plans social, familial ou du travail.

PROGRAMME D'ÉDUCATION SPÉCIALE

322. Il s'agit d'un programme destiné à toutes les personnes, conformément à la reconnaissance de la diversité ayant des besoins temporaires ou permanents d'éducation spéciale en raison d'une incapacité, de problèmes d'apprentissage ou émotionnels, ou de difficultés propres aux surdoués, afin de permettre le plein développement de leurs potentialités et d'assurer leur participation active à la dynamique sociale dans l'égalité des chances.

PROGRAMME D'ÉDUCATION PERMANENTE

323. Il s'agit d'un programme qui encourage, stimule et coordonne des activités visant à assurer le développement de processus d'éducation alternative et continue, et, principalement à permettre la qualification professionnelle des travailleurs par des méthodes de travail en masse ou en groupes, l'enseignement à distance ou en classe, adaptées aux besoins de la population et tenant compte de l'identité culturelle, respectueuses des différences et de l'équité entre les hommes et les femmes, à l'égard de toutes les personnes.

PROGRAMME D'ÉDUCATION TECHNIQUE

324. Il s'agit d'un programme de formation professionnelle permettant d'acquérir les compétences techniques nécessaires pour apprendre tout en travaillant, qui contribue à l'efficacité optimale des personnes et des institutions dans la société.

FORMATION TECHNIQUE PROFESSIONNELLE

325. Il s'agit du processus de formation professionnelle (connaissances, compétences et savoir-faire) qui est fonction des éléments suivants:

- a) Le contenu de la profession: les personnes techniquement qualifiées ont une vision large des aspects cognitifs et méthodologiques essentiels de leur spécialité;
- b) Les compétences liées à la profession sont enseignées de manière que les personnes formées sachent de quelle manière ou à l'aide de quelle méthode elles obtiendront les meilleurs résultats, en acquérant de nouvelles compétences;
- c) Le contexte social de la profession: attribuer au savoir-faire acquis une valeur socioprofessionnelle de telle manière que les intéressés connaissent les codes sociaux concernant leur profession et sachent comment l'exercer et la mettre en relation avec d'autres professions.

FORMATION TECHNIQUE AGRICOLE

326. Il s'agit d'un processus de qualification professionnelle (connaissances, compétences et savoir-faire) visant à améliorer la qualité de vie des paysans et des autochtones d'une manière qui permette:

- a) De développer les activités d'apprentissage participatives en fonction des pratiques et nécessités sociales existant dans la communauté;
- b) D'utiliser des techniques appropriées et adaptables adaptées au contexte;
- c) D'appliquer des pratiques et méthodes de production agricoles optimisant les rendements, au profit de la communauté.

327. En 1999, 35 942 élèves se sont inscrits dans les universités privées et 163 318 dans les universités publiques, soit 18,4 % dans les premières et 81,96 % dans les secondes.

328. À l'heure actuelle, le projet de loi sur la science et la technologie, qui a été présenté au Sénat, en septembre 1999, est à l'examen. En février 2000, il a été transmis à la Chambre des députés après son adoption par le Sénat.

329. L'examen du projet de loi a été confié à la Commission de l'éducation, de la science et de la technologie de la Chambre des députés, dont le rapport positif et les observations ont été communiqués en mars 2001 au Secrétariat général qui l'inscrira à l'ordre du jour de la Chambre des députés pour approbation.

Article 6

330. Les voies de recours que peut utiliser une personne qui estime que l'un de ses droits de l'homme a été violé et les systèmes d'indemnisation prévus pour la victime sont: a) le recours en *amparo* constitutionnel et *habeas corpus*; b) le dépôt d'une plainte auprès du Défenseur du peuple; c) le dépôt d'une plainte auprès des tribunaux. Dans ce cas, toute action pénale est complétée d'une action civile qui permet d'obtenir réparation du préjudice.

331. La législation civile établit une procédure de plainte pour les procédures ordinaires, qui comprend un mécanisme de recours en réparation des préjudices civils.

332. Le 28 février 1997 a été approuvée la loi n° 1760 relative à la simplification de la procédure en matière civile et familiale, qui établit une procédure et des mécanismes offrant une voie de recours légale en réparation des préjudices civils.

333. Il est prévu au chapitre de la loi n° 1970 relative aux dispositions du Code de procédure pénale concernant la procédure prescrite en matière de réparation que «lorsque le tribunal prononce une condamnation exécutoire ou impose une mesure de sécurité pour irresponsabilité ou responsabilité limitée, le plaignant ou le procureur peuvent demander au juge de l'affaire d'ordonner la réparation du préjudice ou son indemnisation. La victime qui n'est pas intervenue dans la procédure peut opter pour cette voie dans un délai de trois mois à partir de la date où la condamnation lui a été notifiée».

334. Comme l'indique ce qui précède, il existe effectivement des mécanismes nationaux permettant d'obtenir réparation d'un préjudice en cas de violation des droits de l'homme liée spécifiquement à la discrimination raciale.

Article 7

L'élimination de toutes les formes de discrimination raciale dans le programme de réforme de l'éducation

335. En réponse à la nécessité d'éliminer les diverses formes de discrimination raciale existantes, l'article du chapitre unique de la loi n° 1565 relative à la réforme de l'éducation intitulé «Fondements et finalités de l'éducation bolivienne» prévoit les objectifs suivants:

«Promouvoir la pratique des valeurs humaines et des règles éthiques universellement reconnues, ainsi que celles propres à nos cultures, en encourageant la prise de responsabilités dans les décisions personnelles; promouvoir le développement de la pensée critique et le respect des droits de l'homme [...]; promouvoir la conscience du devoir et les

dispositions à la vie démocratique en renforçant la conscience sociale d'être une personne et d'appartenir à la collectivité.

Renforcer l'identité nationale en exaltant les valeurs historiques et culturelles de la nation bolivienne dans sa richesse multiculturelle et multirégionale énorme et diverse.».

336. L'action pédagogique envisagée pour relever ce défi est inscrite dans le programme transectoriel d'éducation pour la démocratie, qui a pour but de réduire, prévenir ou régler des problèmes émergents de la société classés dans six grandes catégories:

- a) Styles de vie fondés sur des valeurs antidémocratiques considérés comme naturels;
- b) Violation de droits humains, économiques, sociaux, politiques et culturels;
- c) Règlement de conflits par la violence;
- d) Dévalorisation de l'organisation personnelle et sociale découlant d'une participation inadéquate à la vie familiale, scolaire et sociale;
- e) Absence de dirigeants respectueux de la démocratie ayant des responsabilités dans différentes organisations;
- f) Méconnaissance de normes et de lois relatives au bien commun et aux relations entre les personnes.

337. Ces six problèmes doivent être abordés en tenant compte du contexte social qui s'y rapporte au niveau de l'éducation initiale, primaire et secondaire de manière plus ou moins approfondie dans le cadre de chaque programme d'enseignement, ainsi que dans l'étude de trois thèmes transectoriels: l'éducation portant sur l'équité entre les hommes et les femmes, l'éducation concernant l'environnement et l'éducation relative à la santé et la sexualité.

338. Le thème portant sur «l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale» et des thèmes connexes fait l'objet d'un travail fondé sur différents éléments pédagogiques comme les compétences et les indicateurs utilisés pour le thème transectoriel sur l'éducation relative à la démocratie et sur les sciences de la vie, les mathématiques, le langage et la communication, l'expression et la créativité, la technologie et les connaissances pratiques.

339. L'étude d'un thème commence au niveau initial et se poursuit jusqu'au niveau de l'enseignement supérieur non universitaire. Cela implique de l'inscrire dans le programme de base des écoles normales supérieures en vue de modifier les attitudes des futurs enseignants.

340. Le travail devient plus complexe quand les grands thèmes sociaux suivants prévus pour chaque cycle, et niveau, sont utilisés pour aborder les différents éléments des programmes.

341. Au niveau initial: la coexistence dans la famille et à l'école considérée comme une valeur antidémocratique; la solidarité et l'égalité entre les enfants en dépit de leurs différences raciales, sexospécifiques, sexuelles, linguistiques, de niveau socioéconomique et culturel; l'honnêteté dans les différentes activités accomplies dans le cadre de la salle de classe et de l'école, l'estime de soi, l'identité pluriculturelle et multilingue d'un peuple et d'une culture; la fraternité et la

communication entre les enfants, entre ces derniers et les adultes, ainsi que le dialogue et la liberté en tant que valeurs propres à renforcer la formation des enfants par des attitudes démocratiques.

342. Abus de pouvoir des adultes et violation des droits qui ont pour but de permettre aux enfants de vivre dignement; sensibilisation au droit d'être traités et de traiter ses semblables, sans discrimination d'aucune sorte, d'être protégé sur les plans physique, psychologique, mental et social; droit à une nourriture adéquate, droit de recevoir des soins médicaux, de ne pas être rejeté et oublié, droit de vivre dans un environnement sain et de ne pas être exploité à un âge précoce.

343. Violence sociale, mauvais traitements physiques, psychologiques, moraux et sociaux contre les enfants; relations pacifiques qui doivent exister entre les enfants et leurs camarades en dépit des différences, la paix intérieure menant à la paix collective; stratégies pour parvenir à des relations sociales harmonieuses en dépit des différences raciales, culturelles, sexospécifiques, telles que l'affection, l'amitié, la compréhension, la solidarité et la coexistence fraternelle.

344. Connaissance et respect insuffisants ou rudimentaires des règles familiales et scolaires; les attitudes d'obéissance consciente que doivent avoir les enfants à l'égard des règles familiales et sociales, entre autres l'égalité entre les enfants ayant des différences raciales, sexospécifiques, culturelles et nationales, comme moyen de former des enfants respectueux des normes dans une société pluraliste.

345. Dans le premier cycle de l'enseignement primaire, on étudie les valeurs asociales considérées comme naturelles dans le cadre de la famille, de l'école et de la communauté, par exemple l'intolérance, le traitement inégalitaire, l'injustice des enfants à l'égard de camarades différents, le manque de respect entre enfants, la réflexion sur les causes et les manifestations du racisme; le respect entre les membres de la famille de l'enfant et ceux des autres familles, entre communautés, entre voisins, etc.; la nécessité d'accepter autrui comme étant une personne différente ni meilleure ni pire que soi, la solidarité entre camarades de classe et d'école et avec les élèves d'autres écoles et d'autres milieux sociaux; la violation des droits de l'enfant, par exemple l'interprétation de ses droits en tant que conditions indispensables pour vivre dans la dignité, notamment le droit à l'égalité sans distinction de race, de sexe, de croyance ou de nationalité. Réflexion sur les causes de la violation des droits de l'enfant et sur l'attitude des adultes – ses parents, les enseignants et les citoyens ordinaires – à l'égard de ses droits.

346. Il sera en outre possible de motiver les élèves à élaborer des stratégies de défense de leurs droits. On leur donnera la possibilité de dénoncer toute violation de leurs droits et on les incitera à dénoncer sans crainte toute violation telle qu'un mauvais traitement motivé par le racisme et on les amènera à s'intéresser aux enfants qui vivent dans la rue et à mener des actions à leur profit.

347. Les relations personnelles des enfants ayant une attitude constante de conflit et d'agression à l'égard de leurs camarades est un sujet qui amène à aborder avec les enfants d'autres thèmes tels que le racisme. Ce travail implique une réflexion sur différentes façons de régler les conflits entre camarades, avec la famille, les voisins et la communauté, par exemple, le dialogue, l'écoute mutuelle, la concertation entre les parties, la dénonciation des agressions racistes, la dénonciation des actes d'intolérance commis pour cause de différences contre eux, leurs camarades ou des personnes de leur communauté, et l'organisation de campagnes d'information contre les diverses formes de violence, notamment raciales, le fait de signaler aux enfants la possibilité qui leur est

offerte de s'adresser aux défenseurs du peuple, aux brigades de protection de la famille ou à d'autres organisations communautaires, ou de former avec d'autres enfants des organisations qui prônent la coexistence fraternelle entre les personnes.

348. L'absence de formation et de motivation pour le développement de responsables de groupes, de classe et d'école. Cette problématique permet à l'enseignant d'amener ses élèves à devenir des dirigeants porteurs de valeurs démocratiques, capables de lutter entre autres pour la justice, l'équité sociale et le respect des différences.

349. La méconnaissance et l'application insuffisante de règles familiales, scolaires et communautaires. L'enseignant part de cette réalité pour amener les enfants à participer à l'élaboration de règles et de normes tendant à proscrire le racisme de la classe et de l'école et à respecter consciencieusement les obligations qu'ils ont eux-mêmes définies.

350. Dans le deuxième cycle de l'enseignement primaire sont abordés des thèmes tels que la coexistence entre les personnes au sein de la famille, de l'école et de la communauté fondés sur des valeurs antidémocratiques. Cette problématique permet à l'enseignant de guider le travail des élèves portant sur les valeurs démocratiques et antidémocratiques, par exemple sur le manque d'estime de soi et l'affirmation de l'appartenance à une culture.

351. La violence causée par les différences raciales et la paix, la corruption et l'honnêteté, la tolérance et l'intolérance, la discrimination et l'égalité, la responsabilité à l'égard de soi-même et d'autrui, l'intolérance et la tolérance à l'égard de la façon de penser, de sentir et d'agir d'autrui sont également étudiées à ce niveau.

352. Il sera également possible d'étudier l'histoire de personnes qui ont professé des valeurs démocratiques ou antidémocratiques avec profit pour la formation et la réflexion portant sur le respect, l'égalité, la fluidité du dialogue, la liberté d'expression, le consensus et le droit d'exprimer une opinion différente dans le travail en groupe.

353. La violation des droits des enfants et le manquement à des obligations à leur égard. Cette problématique suggère à l'enseignant de travailler entre autres aspects, sur le processus historique qui a conduit à la formulation des droits de l'homme, dans lequel sont intervenues des personnes de condition et de niveau socioéconomiques, de culture, de race et de sexe différents, etc., et de faire réfléchir les adultes par le biais des enfants, afin de les inciter à contribuer à assurer le plein exercice de leurs droits, notamment à l'égalité sans discrimination liée à la race, la couleur de la peau, la culture, et la croyance religieuse, à créer d'autres stratégies de défense des droits ainsi qu'à réfléchir sur les conséquences de la négligence de devoirs.

354. La violence à l'école, dans la famille, la communauté et le pays. Ce thème motive l'enseignant à travailler sur les formes et les conséquences de la violence sociale, par exemple dans les associations de malfaiteurs telles que les bandes dans lesquelles sévit le racisme, les conditions de vie violentes des enfants qui vivent dans les rues, telles que les discriminations qu'ils subissent, l'intolérance des personnes à leur égard, les mauvais traitements auxquels ils sont exposés; les formes violentes de lutte qui ont marqué les conquêtes sociales dans les secteurs minier, paysan, manufacturier, patronal etc., et les conflits raciaux entre communautés et entre secteurs.

355. La désorganisation des activités familiales, scolaires et sociales, participatives permet à l'enseignant de travailler avec ses élèves sur la question de la revalorisation des formes d'organisation de différents groupes culturels et raciaux tels, que les ayllus de la région andine, les capitaineries du Chaco, etc., de telle manière que les enfants comprennent la diversité et la richesse culturelle de notre pays.

356. Simultanément les activités des organisations culturelles comme les comités de vigilance pourront être orientées vers la lutte contre les agressions, les violations et toute autre forme de violence ou de transgression qui pourrait se produire autour de lui.

357. Les tribunaux d'éthique composés d'élèves, d'enseignants et de parents, qui ont pour mission de traiter, dans l'établissement d'enseignement, les actes racistes ou toute action qui constitue une atteinte aux droits fondamentaux seront renforcés.

358. La participation sans esprit critique à la direction démocratique de la classe et de l'école est un problème qui permettra à l'enseignant de veiller à ce que les élèves acquièrent les valeurs démocratiques nécessaires pour être des dirigeants respectueux des règles démocratiques. Cette acquisition contribuera à ce que ces futurs dirigeants veillent au bien commun et à la coexistence fraternelle entre camarades et les aidera également à reconnaître les chefs qui aggravent le problème du racisme et nuisent à la coexistence pacifique.

359. L'incompréhension et l'abandon de règles locales, régionales et nationales qui prescrivent la coexistence harmonieuse et ordonnée des personnes. Face à ce problème, le maître doit amener les élèves à apprécier les règles locales et nationales, à connaître et utiliser le Code de l'enfant et de l'adolescent comme un instrument normatif qui protège leurs droits et qui porte également sur les problèmes liés au racisme. De même, il abordera, en fonction de l'âge des élèves, quelques articles pertinents se rapportant à la Constitution, dans lesquels est reconnue la diversité culturelle et linguistique de notre pays.

360. Dans le troisième cycle et dans l'enseignement secondaire, on est en train de définir des thématiques sociales qui se prêtent à l'examen de ce problème et d'autres encore.

361. L'examen du thème l'«élimination de toutes les formes de discrimination raciale» comme une thématique sociale adaptée aux programmes d'enseignement entre dans la formation des conseillers pédagogiques par le biais de cours de formation, dans les formations demandées par les différents centres d'enseignement de l'ensemble du pays et dans la formation des élèves des écoles normales supérieures.

362. Dans le domaine de l'information, il convient d'indiquer que l'État bolivien possède Canal de Televisión 7 et la station de radio Illimani, ainsi que l'Agence bolivienne d'information. Ces deux médias diffusent différentes émissions tendant à promouvoir et faire connaître les droits des Boliviens et des Boliviennes, notamment le droit à la santé, le droit à l'éducation tel que défini par la réforme de l'éducation, etc. Au cours des derniers mois écoulés, une vaste campagne d'information sur la portée et l'application du Code de procédure pénale dans les langues autochtones aymara, quechua et guaraní a été réalisée.

363. Il existe des émissions spécialisées en aymara pour la zone de los Yungas et la région de l'Altiplano, qui fournissent principalement des informations et des renseignements sur les

questions agricoles, etc. La radio publique, Illimani, collabore avec des radios privées comme Radio San Gabriel dans la région de l'Altiplano, et la radio Pico Verde de Caranavi (Yungas).

364. Le Défenseur du peuple mène, par le biais de la télévision, une campagne d'annonces publicitaires sur la discrimination raciale, les sexospécificités et d'autres questions afin de faire prendre conscience à la population que la discrimination est un phénomène négatif pour le système démocratique.

365. La station publique couvre l'ensemble du territoire national et diffuse matin et soir des émissions citoyennes reflétant les besoins des municipalités au niveau national et signale les progrès de chacune de ces municipalités.

366. La radio publique Illimani diffuse des émissions d'information en aymara.

367. À l'heure actuelle, l'État envisage de diffuser des spots d'information à la télévision, et sur les ondes des radios publiques et des radios privées sur le recensement de 2001, opération qui s'achèvera en septembre. Ces spots ont des caractéristiques spécifiques telles que l'utilisation de langues autochtones telles que le quechua, l'aymara et le guaraní.
